

# Mémorial

du



# Memorial

des

## Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 10 janvier 1920.

N° 3.

Samstag, 10. Januar 1920.

Arrêté grand-ducal du 10 janvier 1920, concernant le service téléphonique.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 6 de la loi du 20 février 1884, sur le service télégraphique et téléphonique;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Nos arrêtés du 21 mars 1905, du 22 juin 1909, du 30 mars 1917 et du 24 août 1918, sur le service téléphonique, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

### I. - Extension et organisation du réseau.

#### Extension des réseaux.

Art. 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement est autorisé à donner, dans les limites des allocations budgétaires, aux réseaux téléphoniques créés par l'État, l'extension réclamée par les exigences du service ou les intérêts du public.

Bureaux téléphoniques et postes d'abonné.  
Définition.

Art. 2. Sont considérés:

a) comme *bureau téléphonique de l'État* tout bureau dont la gestion se fait aux frais de l'État;

Großh. Beschluß vom 10. Januar 1920, den Fernsprechnetz betreffend.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 6 des Gesetzes vom 20. Februar 1884, das Telegraphen- und Telephonwesen betreffend;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Beratung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Unsere Beschlüsse vom 21. März 1905, vom 22. Juni 1909, vom 30. März 1917 und vom 24. August 1918, über den Fernsprechnetz sind abgeschafft und durch folgende Bestimmungen ersetzt:

### I. - Ausdehnung und Einrichtung der Fernsprechnetze.

#### Ausdehnung der Fernsprechnetze.

Art. 1. Die Regierung ist ermächtigt nach Maßgabe der bewilligten Budgetbeträge den vom Staate errichteten Fernsprechnetzen die durch die Dienstbedürfnisse oder das Interesse des Publikums benötigte Ausdehnung zu geben.

Fernsprechämter und Teilnehmerstellen.  
Begriffsbestimmung.

Art. 2. a) *Staats-Fernsprechanstalt* ist jedes Amt, welches auf Kosten des Staates verwaltet wird;

b) comme *bureau de raccordement* tout bureau téléphonique qui dispose d'un ou de plusieurs tableaux commutateurs pour établir les communications entre les divers postes téléphoniques y reliés;

c) comme *bureau central* tout bureau de raccordement établi dans une perception des postes ou dans une agence postale de plein exercice;

d) comme *bureau intermédiaire* tout autre bureau de raccordement;

e) comme *cabines publiques* les postes téléphoniques que les bureaux de l'État, les communes ou les établissements à désigner par l'administration des postes et des télégraphes mettent à la disposition du public pour ses correspondances téléphoniques;

f) comme *station principale* tout poste d'abonné relié par fil direct à un bureau téléphonique de l'État ou à une cabine publique;

g) comme *station supplémentaire* tout poste d'abonné relié à une station principale.

Réseau téléphonique urbain. — Définition.

**Art. 3.** Tout bureau central forme avec les abonnés y reliés, les cabines publiques et les bureaux intermédiaires en relevant, ainsi qu'avec les postes d'abonné et les cabines publiques reliés aux bureaux intermédiaires et aux cabines publiques, un réseau téléphonique urbain.

## II. — Dispositions générales.

Engagement d'abonnement.

**Art. 4.** Toute demande d'abonnement émanant d'un particulier, doit être adressée par écrit au prochain bureau téléphonique de l'État.

L'intéressé doit signer un engagement d'abonnement qui précise le genre de l'installation, la

b) *Vermittlungsamt* ist jedes Fernsprechamt, welches über einen oder mehrere Umschalteschänke verfügt, behufs Herstellung der Verbindungen zwischen den verschiedenen an diese Umschalteschänke angeschlossenen Fernsprechapparaten;

c) *Zentralamt* ist jedes Vermittlungsamt, welches in einer Postperzeption oder in einer Postagentur mit vollständigem Dienst eingerichtet ist;

d) *Zwischenamt* ist jedes andere Vermittlungsamt;

e) *Öffentliche Sprechstellen* sind die Fernsprechstellen, welche die Staats-Fernsprechämter, die Gemeinden und die durch die Post- und Telegraphenverwaltung zu bezeichnenden Anstalten dem Publikum für seine telephonischen Korrespondenzen zur Verfügung stellen.

f) *Hauptanschluß* ist jede Teilnehmerstelle, welche durch eine direkte Leitung an ein Staatsfernsprechamt oder an eine öffentliche Sprechstelle angeschlossen ist;

g) *Nebenanschluß* ist jede Teilnehmerstelle, welche an einen Hauptanschluß angeschlossen ist.

Locales Fernsprechnetz. — Begriffsbestimmung.

**Art. 3.** Jedes Zentralamt bildet mit den an dasselbe angeschlossenen Teilnehmerstellen, den ihm unterstellten öffentlichen Sprechstellen und Zwischenämtern, sowie mit den an die oben bezeichneten Zwischenämter und öffentlichen Sprechstellen angeschlossenen Teilnehmerstellen und öffentlichen Sprechstellen, ein *lokales Fernsprechnetz*.

## II. — Allgemeine Bestimmungen.

Abonnementsverpflichtung.

**Art. 4.** Jedes Abonnementgesuch einer Privatperson muß schriftlich an das nächste Staatsfernsprechamt gerichtet werden.

Der Antragsteller muß eine Abonnementserklärung unterzeichnen, welche die Art der Ein-

durée de l'abonnement et les obligations de l'abonné.

La signature de l'engagement implique l'acceptation de toutes les prescriptions légales et réglementaires concernant le service téléphonique.

Tout engagement d'abonnement est souscrit en deux expéditions dont l'une est conservée par l'abonné.

#### Durée de l'abonnement.

**Art. 5.** Les engagements d'abonnement sont passés pour un terme d'un an; toutefois ceux relatifs aux stations principales peuvent être passés, au gré de l'abonné, pour un terme de un à cinq ans.

Ces délais commencent à courir à partir de l'ouverture définitive de la ligne concédée; l'abonné est engagé à partir de la signature.

Des abonnements d'une durée de moins d'un an peuvent être concédés, au prix à fixer chaque fois par l'administration, aux personnes qui organisent des expositions, des concours ou des fêtes publiques, à condition que l'appareil soit affecté exclusivement au service des organisateurs et placé dans les dépendances de l'établissement où a lieu l'exposition, le concours etc.

#### Transformation d'un poste d'abonné.

**Art. 6.** Lorsqu'un abonné demande la transformation d'une station principale en station supplémentaire ou d'une station supplémentaire en station principale, la nouvelle installation est considérée comme nouvel abonnement.

L'administration fixe dans chaque cas l'indemnité à payer pour la résiliation avant terme de l'abonnement en cours.

#### Terme de l'installation.

**Art. 7.** En cas de conclusion d'un abonnement, l'administration sera tenue de faire l'installa-

tion, la durée de l'abonnement et les obligations de l'abonné.

Die Unterzeichnung der Abonnementserklärung verpflichtet zur Annahme aller gesetzlichen und reglementarischen, den Fernsprechsdiens betreffenden Vorschriften.

Jede Abonnementserklärung wird in doppelter Ausfertigung unterschrieben, wovon ein Exemplar dem Teilnehmer überlassen wird.

#### Dauer des Abonnements.

**Art. 5.** Die Abonnemente werden für die Dauer eines Jahres abgeschlossen. Jedoch können die Abonnemente auf einen Hauptanschluß, nach Belieben des Teilnehmers, auf eine Dauer von einem bis fünf Jahren abgeschlossen werden. Diese Termine beginnen mit dem Tage der definitiven Eröffnung der Leitung; für den Teilnehmer ist das Abonnement von der Unterzeichnung ab bindend.

Abonnemente für eine Dauer von weniger als einem Jahre können, zu der von der Verwaltung für jeden einzelnen Fall festzusetzenden Gebühr, solchen Personen bewilligt werden, welche Ausstellungen, Wettstreite, öffentliche Feste usw. veranstalten, unter der Bedingung, daß die Sprechstelle ausschließlich zum Gebrauch der Veranstalter dient und auf dem Grundstück errichtet wird, wo die Ausstellung, der Wettstreit, usw. stattfinden.

#### Umänderung einer Teilnehmerstelle.

**Art. 6.** Verlangt ein Teilnehmer die Umänderung eines Hauptanschlusses in einen Nebenanschluß oder eines Nebenanschlusses in einen Hauptanschluß, so wird die neue Einrichtung als neues Abonnement betrachtet.

Die Verwaltung bestimmt in jedem einzelnen Falle die für vorzeitige Auflösung eines laufenden Abonnements zu zahlende Entschädigung.

#### Zeitpunkt der Errichtung der Teilnehmerstelle.

**Art. 7.** Durch Abschluß eines Abonnements ist die Verwaltung gehalten, die Sprechstelle zu

tion de la station aussitôt que les circonstances le permettront; elle ne contracte cependant aucune obligation et n'encourt aucune responsabilité pour cause de retard dans l'installation.

L'administration se réserve de n'exécuter qu'après le 1<sup>er</sup> mars les raccordements qui lui seraient demandés pendant la période du 1<sup>er</sup> novembre au 1<sup>er</sup> mars.

Installation et entretien des appareils et des lignes à charge de l'Etat.

**Art. 8.** L'administration se charge de l'établissement et de l'entretien des stations et des lignes concédées à l'abonné.

Les frais de renouvellement de la pile électrique sont à charge de l'abonné.

Le renouvellement de la pile est obligatoire, dès que l'administration le juge nécessaire.

#### Appareils.

**Art. 9.** L'administration décide quel genre d'appareils doit être fourni à l'abonné. L'installation d'autres appareils est sujette aux conditions et aux indemnités à fixer par l'administration.

Conditionnement du local destiné à recevoir les appareils.

**Art. 10.** Le local destiné à recevoir les appareils doit être sec et propre.

L'abonné est tenu de faire exécuter à ses frais les améliorations et installations protectrices jugées nécessaires par l'administration.

Si l'abonné ne dispose pas d'une place convenable pour poser les appareils, l'installation peut être refusée ou faite seulement sous la réserve que les dommages qui pourraient en résulter soient supportés par lui.

Cette réserve, qui se rapporte aussi au remboursement des frais de réparation d'un dérangement causé par la défectuosité du

errichten, sobald es die Umstände gestatten; sie übernimmt jedoch dieserhalb keinerlei Verpflichtung und ist nicht verantwortlich für eine verspätete Errichtung der Fernsprechstation.

Die Verwaltung behält sich vor, alle Anschlüsse, welche während des Zeitraumes vom 1. November bis zum 1. März verlangt werden, erst nach dem 1. März auszuführen.

Errichtung und Unterhalt der Apparate und Leitungen durch den Staat.

**Art. 8.** Die Verwaltung übernimmt die Errichtung und den Unterhalt der dem Teilnehmer bewilligten Sprechstationen und Leitungen.

Die Kosten für die Erneuerung des Mikrophonelementes sind zu Lasten des Teilnehmers.

Das Element muß erneuert werden, sobald die Verwaltung es für notwendig erachtet.

#### Apparate.

**Art. 9.** Die Verwaltung bestimmt, welches System von Apparaten dem Teilnehmer zur Verfügung gestellt werden soll.

Die Einstellung anderer Apparate unterliegt den von der Verwaltung zu bestimmenden Bedingungen und Gebühren.

Beschaffenheit des zur Aufstellung der Apparate bestimmten Lokals.

**Art. 10.** Das für die Aufstellung der Apparate bestimmte Lokal muß trocken und reinlich sein. Der Teilnehmer ist verpflichtet, auf seine Kosten die von der Verwaltung als notwendig erachteten Verbesserungen und Schutzmaßnahmen ausführen zu lassen.

Wenn der Teilnehmer nicht über einen geeigneten Raum zur Aufnahme der Apparate verfügt, kann die Errichtung verweigert oder nur unter dem Vorbehalt ausgeführt werden, daß die hierdurch entstehenden Beschädigungen zu Lasten des Teilnehmers sind.

Dieser Vorbehalt, welcher sich ebenfalls auf die Erstattung der Kosten bezieht, die aus der Beseitigung von durch den mangelhaften Zustand

local, est stipulée dans l'engagement d'abonnement.

Défense à l'abonné de modifier les appareils et les lignes sans autorisation.

**Art. 11.** Il est défendu à l'abonné de démonter les appareils et d'apporter des changements quelconques soit aux appareils soit aux fils de communication.

Il lui est notamment interdit de relier ou de faire relier, soit définitivement soit temporairement, d'autres appareils ou fils à ceux de l'État sans l'autorisation préalable de l'administration.

L'abonné assume les conséquences qui pourraient résulter de la non-observation des prescriptions de cet article.

Responsabilité de l'abonné.

**Art. 12.** L'abonné est tenu de préserver de tous dégâts les appareils qui lui sont confiés ainsi que les fils conducteurs qui se trouvent dans son habitation.

Il est responsable du dommage occasionné à l'administration et des réparations nécessitées par sa propre faute ou par celle d'un tiers, ainsi que des dégâts causés par le feu ou l'eau.

Dérangements aux appareils et aux lignes.

**Art. 13.** Tout dérangement aux appareils et aux lignes et toute interruption de service sont à signaler immédiatement au préposé du bureau central.

Il n'y a lieu à restitution de taxe pour cause d'interruption de service que pour autant que l'interruption ait été signalée immédiatement au bureau central et qu'ensuite elle ait persisté d'une façon permanente pendant quinze jours.

III. — Conditions d'installation et taxes des appareils et des lignes.

Régime d'abonnement.

**Art. 14.** Les taxes à payer par l'abonné comprennent:

des Lokals verursachten Störungen erwachsen, wird in die Abonnementsverpflichtung mitaufgenommen.

Verbot für den Teilnehmer, ohne Ermächtigung Änderungen an den Apparaten und Leitungen vorzunehmen.

**Art. 11.** Dem Teilnehmer ist es verboten, die Apparate zu demontieren und irgendwelche Änderungen, sei es an den Apparaten, sei es an den Leitungsdrähten, vorzunehmen. Es ist ihm ganz besonders untersagt, ohne vorherige Genehmigung der Verwaltung andere Apparate oder Drähte mit denjenigen des Staates dauernd oder zeitweilig zu verbinden oder verbinden zu lassen.

Der Teilnehmer kommt für alle Folgen auf, welche aus der Nichtbeachtung der Vorschriften dieses Artikels entstehen können.

• Verantwortlichkeit des Teilnehmers.

**Art. 12.** Der Teilnehmer ist verpflichtet, die ihm anvertrauten Apparate sowie die in seiner Wohnung angebrachten Leitungsdrähte vor jedem Schaden zu schützen.

Er haftet für den der Verwaltung durch seine Schuld oder durch die Schuld eines Dritten verursachten Schaden und die dadurch benötigten Reparaturen, sowie für die durch Feuer oder Wasser entstandenen Beschädigungen.

Störungen an den Apparaten und Leitungen.

**Art. 13.** Alle Störungen an den Apparaten und Leitungen sowie Betriebsunterbrechungen sind dem Vorsteher des Zentral-Vermittlungsbüros sofort zu melden.

Gebührenerstattungen wegen Betriebsunterbrechungen können nur dann beantragt werden, wenn diese sofort an das Zentralamt gemeldet wurden, und darnach fünfzehn Tage lang beständig ange dauert haben.

III. — Einrichtungs-Bedingung. — Gebühren für Apparate und Leitungen.

Gebühren-Ordnung.

**Art. 14.** Die vom Teilnehmer zu zahlenden Gebühren begreifen:

- 1° le droit fondamental;
- 2° le part contributive aux frais de toute nouvelle installation d'appareils et de lignes;
- 3° la taxe pour les conversations urbaines (conversations échangées entre abonnés du même réseau);
- 4° la taxe pour les conversations interurbaines (conversations échangées entre abonnés de deux réseaux différents);
- 5° la taxe pour les conversations échangées avec des non-abonnés et avec l'étranger;
- 6° les taxes accessoires.

Calcul de la longueur de la ligne sujette à taxe.

**Art. 15.** La longueur de toute ligne de raccordement sujette à taxe est à calculer sur l'étendue du chemin qui pourra sans frais extraordinaires être utilisé pour la construction de la ligne.

a) *Stations principales.*

Bureau de raccordement.

**Art. 16.** En règle générale les stations principales sont à relier au prochain bureau téléphonique de l'État à moins que le raccordement à un autre bureau ne soit préférable dans l'intérêt du service.

L'abonné ne peut pas revendiquer le droit de raccordement à un autre bureau; cependant l'administration peut, aux conditions à déterminer par elle, satisfaire à une telle demande si l'abonné justifie d'un intérêt sérieux et qu'au point technique et du service aucune difficulté ne s'y oppose.

Droit fondamental.

**Art. 17.** Le droit fondamental annuel d'une station principale est fixé à fr. 60.

Si la station se trouve à plus de 1500 mètres du bureau de raccordement ou de la cabine publique, l'abonné doit payer en outre pour chaque centaine de mètres ou fraction de cen-

1. die Grundgebühr;
2. den Beitrag zu den Kosten einer jeden neuen Einrichtung von Apparaten und Leitungen;
3. die Gebühr für Lokalgespräche (Gespräche zwischen Teilnehmern desselben Netzes);
4. die Gebühr für interurbane Gespräche (Gespräche zwischen Teilnehmern zweier verschiedener Netze);
5. die Gebühr für Gespräche mit Nicht-Teilnehmern und mit dem Auslande;
6. die Nebengebühren.

Berechnung der gebührenpflichtigen Leitungslänge.

**Art. 15.** Die Länge jeder gebührenpflichtigen Anschlußleitung ist nach dem für die Herstellung der Leitung ohne besondere Kosten benutzbaren Wege zu berechnen.

a) *Hauptanschlüsse.*

Vermittlungsamt.

**Art. 16.** Die Hauptteilnehmerstellen sind in der Regel an das nächste Staats-Fernsprechamt anzuschließen, es sei denn, daß der Anschluß an ein anderes Amt im Interesse des Dienstes vorzuziehen ist.

Ein Recht auf Anschluß an eine andere als die nächste Vermittlungsanstalt steht dem Teilnehmer nicht zu; jedoch kann die Verwaltung unter den von ihr festzusetzenden Bedingungen einem solchen Antrage entsprechen, sofern der Teilnehmer ein ernstliches Interesse geltend macht und vom Dienst-Standpunkte aus keine besonderen Bedenken die dem Verlangen entgegenstehen.

Grundgebühr.

**Art. 17.** Die jährliche Grundgebühr eines Hauptanschlusses ist auf Fr. 60 festgesetzt.

Ist die Sprechstelle mehr als 1500 Meter von der Vermittlungsanstalt oder der öffentlichen Sprechstelle entfernt, so hat der Teilnehmer außerdem für jede hundert Meter oder Bruchteil

taine de mètres de ligne supplémentaire une taxe annuelle de fr. 3 pour une ligne à fil simple et de fr. 4,50 pour une ligne à fil double.

Part contributive aux frais d'installation.

**Art. 18.** La part contributive aux frais d'installation d'une station principale est fixée à fr. 150.

Si la station se trouve à plus de 1500 mètres du bureau de raccordement ou de la cabine publique, l'abonné doit en outre payer pour chaque centaine de mètres ou fraction de centaine de mètres de ligne supplémentaire la somme de fr. 20 pour une ligne à fil simple et de fr. 30 pour une ligne à fil double.

La part contributive aux frais d'installation de la station et de la ligne supplémentaire est payable en autant de termes égaux que l'abonné a souscrit d'années d'abonnement.

*b) Stations supplémentaires et accessoires.*

Station supplémentaire dans les bâtiments et dépendances où se trouve établie la station principale.

**Art. 19.** L'abonné peut faire installer pour servir à son usage ou à celui d'une personne attachée à son service, dans les bâtiments et dépendances où se trouve établie la station principale:

- a) une ou plusieurs stations supplémentaires;
- b) une ou plusieurs sonneries supplémentaires;
- c) un tableau commutateur;
- d) deux ou plusieurs prises de courant.

Station supplémentaire dans un autre bâtiment.

**Art. 20.** L'administration peut également accorder l'installation d'une station supplémentaire dans un bâtiment autre que celui où se trouve établie la station principale, si ce bâtiment est situé dans la circonscription du bureau de raccordement de la station principale et à condition que la station ne serve qu'à l'usage de l'abonné ou d'une personne attachée à son service.

von hundert Meter der überschüssigen Leitungslänge eine jährliche Zuschlagsgebühr von 3 Fr. für einfache Leitung und 4,50 Fr. für Doppelleitung zu entrichten.

Beitrag zu den Einrichtungskosten.

**Art. 18.** Der Beitrag zu den Einrichtungskosten eines Hauptanschlusses ist auf 150 Fr. festgesetzt.

Ist die Sprechstelle mehr als 1500 Meter von der Vermittlungsanstalt oder der öffentlichen Sprechstelle entfernt, so hat der Teilnehmer für jede hundert Meter oder Bruchteil von hundert Meter der überschüssigen Leitungslänge die Summe von 20 Fr. für einfache Leitung und von 30 Fr. für doppelte Leitung zu entrichten. Der Beitrag zu den Kosten der Sprechstelle und der unter die überschüssige Länge fallenden Leitung ist in soviel gleichen Raten zahlbar, als der Teilnehmer Abonnementjahre unterzeichnet hat.

*b. Nebenschlüsse und Neben-einrichtungen.*

Nebenschluß auf demselben Grundstück, wo sich der Hauptanschluß befindet.

**Art. 19.** Der Teilnehmer kann für seinen persönlichen Gebrauch oder für denjenigen einer in seinem Dienste stehenden Person auf demselben Grundstück wo sich der Hauptanschluß befindet, errichten lassen:

- a) einen oder mehrere Nebenschlüsse;
- b) einen oder mehrere Nebenwecker;
- c) einen Klappenschrank;
- d) zwei oder mehrere Steckkontakte.

Nebenschluß auf einem andern Grundstück.

**Art. 20.** Die Verwaltung kann ebenfalls die Errichtung einer Nebenstelle auf einem andern Grundstück als demjenigen wo der Hauptapparat sich befindet, gestatten, wenn dieses Grundstück in dem Bezirke desjenigen Vermittlungsamtes gelegen ist, an welches der Hauptapparat angeschlossen ist und unter der Bedingung, daß die Sprechstelle nur dem persönlichen Gebrauch des Teilnehmers oder einer in seinem Dienste stehenden Person dient.

Stations supplémentaires établies et entretenues par l'industrie privée.

**Art. 21.** L'abonné a la faculté de faire établir et entretenir par l'industrie privée les stations supplémentaires et les appareils accessoires dans les bâtiments et dépendances où se trouve établie la station principale après autorisation préalable de l'administration des postes et des télégraphes et aux conditions techniques à fixer par elle.

Prix d'abonnement.

**Art. 22.** Le prix de l'abonnement annuel est fixé comme suit:

1<sup>re</sup> station supplémentaire dans les limites de l'établissement où se trouve établie la station principale:

a) pour une station établie et entretenue par l'État à fr. 40;

b) pour une station établie et entretenue par l'industrie privée à fr. 30;

2<sup>o</sup> station supplémentaire en dehors des limites de l'établissement où se trouve établie la station principale;

a) pour la station à fr. 100;

b) pour chaque centaine de mètres ou fraction de centaine de mètres de ligne de raccordement à fr. 3 pour une ligne à fil simple et à fr. 4.50 pour une ligne à fil double;

3<sup>o</sup> sonnerie supplémentaire à fr. 10;

4<sup>o</sup> tableau commutateur à fr. 10 par numéro occupé;

5<sup>o</sup> prises de courant, pour les deux premières prises ensemble à fr. 30, et pour chacune des suivantes à fr. 10.

Part contributive aux frais d'installation.

**Art. 23.** La part contributive aux frais d'installation est fixée comme suit:

a) pour une station supplémentaire à fr. 100;

b) pour chaque centaine de mètres ou fraction de centaine de mètres de ligne à fr. 20 pour une ligne à fil simple et à fr. 30 pour une ligne à fil double;

Durch die Privatindustrie hergestellte und unterhaltene Nebenanschlüsse.

**Art. 21.** Der Teilnehmer kann, nach vorheriger Genehmigung durch die Post- und Telegraphen-Verwaltung und unter den von ihr festzusetzenden technischen Bedingungen, durch die Privatindustrie Nebenanschlüsse und Nebeneinrichtungen auf dem Grundstück, wo sich der Hauptapparat befindet, herstellen und unterhalten lassen.

Abonnementsgebühren.

**Art. 22.** Die jährliche Abonnementgebühr ist festgesetzt wie folgt:

1. Nebenanschluß auf dem Grundstück, wo sich der Hauptanschluß befindet:

a) für eine vom Staate hergestellte und unterhaltene Sprechstelle, Fr. 40;

b) für eine von der Privatindustrie hergestellte und unterhaltene Sprechstelle, Fr. 30;

2. Nebenanschluß außerhalb des Grundstückes, wo sich der Hauptapparat befindet:

a) für die Sprechstelle, Fr. 100;

b) für jede hundert Meter oder für jeden Bruchteil von hundert Meter Anschlußleitung, Fr. 3 für einfache Leitung und Fr. 4.50 für Doppelleitung.

3. Nebentwexer, Fr. 10.

4. Klappenschrank, Fr. 10 für jede besetzte Nummer.

5. Steckkontakte, für die beiden ersten Kontakte zusammen, Fr. 30 und für jeden weiteren Kontakt, Fr. 10.

Beitrag zu den Einrichtungskosten.

**Art. 23.** Der Beitrag zu den Einrichtungskosten ist festgesetzt wie folgt:

a) für einen Nebenanschluß, Fr. 100;

b) für jede hundert Meter oder Bruchteil von hundert Meter Anschlußleitung, 20 Fr. für einfache Leitung und 30 Fr. für Doppelleitung;

c) pour une sonnerie supplémentaire à fr. 15;  
d) pour un tableau commutateur à fr. 10 par numéro occupé;

e) pour une prise de courant à fr. 20.

Ces taxes sont payables d'avance lors de l'installation des appareils et des lignes.

Frais de toute station supplémentaire à charge du titulaire de la station principale.

**Art. 24.** Toutes les taxes d'abonnement et les frais accessoires d'une station supplémentaire sont dus par le titulaire de la station principale.

c) *Stations communales (cabines publiques).*

Stations communales. — Définition.

**Art. 25.** Les communes ou sections de commune dans lesquelles il n'existe pas de bureau de raccordement peuvent être reliées au réseau téléphonique par l'installation de stations communales qui sont ouvertes au public.

Conditions d'abonnement.

**Art. 26.** Les communes qui désirent être reliées au réseau téléphonique doivent:

1° en faire la demande par une délibération en due forme à soumettre à l'approbation de l'autorité compétente;

2° s'engager à payer au moins pendant dix ans les taxes prévues aux art. 28 et 29 ci-après;

3° disposer d'un local convenable pour l'installation des appareils;

4° charger, sans frais pour l'Etat, une personne de confiance de la gestion de la cabine publique et des opérations éventuelles au tableau commutateur.

Installation dans un cabaret.

**Art. 27.** Si la cabine est installée dans un cabaret, le local destiné à recevoir les appareils

c) für einen Nebentelefon, 15 Fr.;

d) für einen Umschalterschrank, 10 Fr. für jede besetzte Nummer;

e) für einen Steckkontakt, 20 Fr.

Diese Gebühren sind im voraus zahlbar bei der Einrichtung der Apparate und Leitungen.

Kosten eines jeden Nebenschlusses zu Lasten des Inhabers des Hauptschlusses.

**Art. 24.** Alle Abonnementgebühren für einen Nebenschluss und Nebentelefon sind zu Lasten des Inhabers des Hauptschlusses;

c) *Gemeindestationen (öffentliche Sprechstellen).*

Gemeindestationen. — Begriffsbestimmung.

**Art. 25.** Die Gemeinden oder Gemeindestationen, in welchen sich keine Vermittlungsanstalt befindet, können an das öffentliche Fernsprechnetz angeschlossen werden durch Einrichtung von Gemeindestationen, welche dem Publikum geöffnet sind.

Abonnementsbedingungen.

**Art. 26.** Die Gemeinden, welche wünschen an das Fernsprechnetz angeschlossen zu werden, müssen:

1. den Anschluss durch eine regelrechte, der Genehmigung der zuständigen Behörde zu unterbreitende Gemeinderats-Beratung, nachsuchen;

2. sich verpflichten, die durch nachstehende Art. 28 und 29 vorgesehenen Gebühren während wenigstens zehn Jahren zu entrichten;

3. ein zur Unterbringung der Fernsprechanlage geeignetes Lokal zur Verfügung stellen;

4. die Verwaltung der öffentlichen Sprechstelle und die eventuelle Besorgung des Umschaltens einer vertrauenswürdigen Person, ohne Kosten für den Staat, übertragen.

Einrichtung einer öffentlichen Sprechstelle in einer Gastwirtschaft.

**Art. 27.** Wird die öffentliche Sprechstelle in einem Wirtschaftlokal errichtet, so muß das zur Auf-

doit être situé de manière que le public puisse y accéder sans devoir passer par la salle de débit.

L'appareil doit être placé de manière qu'il soit impossible à un tiers d'obtenir connaissance des correspondances à échanger.

Prix d'abonnement.

**Art. 28.** Le prix de l'abonnement annuel d'une station communale est fixé à fr. 60.

Si la station communale se trouve à plus de 1500 mètres du bureau de raccordement ou de la cabine publique, la commune doit payer en outre pour chaque centaine de mètres ou fraction de centaine de mètres de ligne supplémentaire:

- a) jusqu'à 3000 mètres, fr. 3;
- b) de 3000 à 5000 mètres, fr. 2;
- c) au delà de 5000 mètres, fr. 1.

Ces taxes sont augmentées de 50 % si la ligne est établie à fil double à la demande de la commune.

Part contributive aux frais d'installation.

**Art. 29.** La part contributive aux frais d'installation est fixée comme suit:

- a) pour la station à fr. 150;
- b) pour la ligne de raccordement dépassant 1500 mètres à fr. 20 par centaine de mètres ou fraction de centaine de mètres. Cette taxe est augmentée de 50 % si la ligne est établie à fil double à la demande de la commune.

La part contributive aux frais d'installation de la station et de la ligne, est payable en autant de termes égaux que la commune a souscrit d'années d'abonnement.

Récupération d'une quote-part des taxes de ligne au profit de la commune.

**Art. 30.** La commune est autorisée à récupérer sur chaque poste d'abonné et sur chaque section de commune reliés à une station communale servant de bureau intermédiaire une

quote-part des taxes de ligne de la commune, si la commune a pris la mesure de la commune, si la commune a pris la mesure de la commune, si la commune a pris la mesure de la commune.

Der Apparat muß so angebracht werden, daß es einem Dritten unmöglich ist, Kenntnis von den auszuwechselnden Korrespondenzen zu erhalten.

Grundgebühr.

**Art. 28.** Die jährliche Grundgebühr einer Gemeinde-Fernsprechstelle ist auf Fr. 60 festgesetzt.

Ist die Sprechstelle mehr als 1500 Meter von der Vermittlungsanstalt oder von der öffentlichen Sprechstelle entfernt, so hat die Gemeinde außerdem von jeder hundert Meter oder jeden Bruchteil von hundert Meter der überschüssigen Leitungslänge zu entrichten:

- a) bis 3000 Meter, 3 Fr.;
- b) von 3000 bis 5000 Meter, 2 Fr.;
- c) über 5000 Meter, 1 Fr.

Diese Gebühren werden um 50% erhöht, wenn die Leitung auf Antrag der Gemeinde als Doppelleitung hergestellt wird.

Beitrag zu den Einrichtungskosten.

**Art. 29.** Der Beitrag zu den Einrichtungskosten ist festgesetzt wie folgt:

- a) für die Sprechstelle auf 150 Fr.;
- b) für die 1500 Meter übersteigende Anschlußleitung auf 20 Fr. pro hundert Meter oder Bruchteil von hundert Meter. Diese Gebühr wird um 50% erhöht, wenn die Leitung auf Antrag der Gemeinde als Doppelleitung hergestellt wird. Der Beitrag zu den Einrichtungskosten der Apparate und Leitungen ist insoweit gleichen Raten zahlbar, als die Gemeinde Abonnementjahre unterzeichnet hat.

Erhebung eines Anteils der Leitungsgebühren zu Gunsten der Gemeinden.

**Art. 30.** Die Gemeinde ist ermächtigt, sich von jeder an ein Gemeinde-Zwischenamt angeschlossenen Sprechstelle oder Gemeindefektion einen Anteil der gemäß vorstehender Art. 28

quote-part des taxes de ligne prévues aux art. 28 et 29 ci-dessus, calculée à raison du nombre de raccordements desservis par la ligne, mais sans qu'elle puisse dépasser le quart de la totalité des surtaxes de cette ligne.

La quote-part est perçue au commencement de chaque année. En cas de suppression ou de transfert d'un raccordement, la part versée n'est pas remboursée.

Perception des taxes dans les cabines publiques.

**Art. 31.** La commune prélève pour le compte de l'État les taxes de conversation.

Les relevés dressés de ce chef par l'administration des postes et des télégraphes font loi, jusqu'à preuve du contraire, pour le décompte entre parties.

Les communications jouissant de la franchise de taxe dans les cabines communales seront déterminées par le Directeur général des finances.

Part contributive aux frais de commutation d'un bureau intermédiaire.

**Art. 32.** Si deux ou plusieurs sections de commune ou abonnés sont reliés au même bureau intermédiaire, chacun d'eux paie, en dehors des taxes d'abonnement usuelles, une redevance annuelle de fr. 25 à titre de contribution aux frais de commutation.

Par contre, la taxe de conversation réglementaire n'est pas appliquée aux conversations échangées entre eux.

La redevance de fr. 25 est perçue au commencement de chaque année en même temps que les autres taxes d'abonnement; elle est versée au préposé du bureau intermédiaire afférent à la fin de l'année.

Appel des personnes désignées par le correspondant.

**Art. 33.** Le préposé se charge de faire appeler à la cabine toute personne désignée par le correspondant en se conformant aux instruc-

und 29 geschuldeten Leitungsgebühren, im Verhältnis zur Zahl der durch die Leitung bedienten Anschlüsse, erstatten zu lassen.

Der Anteil darf jedoch ein Viertel der Gesamtgebühren dieser Leitung nicht übersteigen.

Der Anteil wird bei Beginn eines jeden Jahres erhoben. Wird die Sprechstelle aufgehoben oder verlegt, so wird der bezahlte Anteil nicht erstattet.

Erhebung der Gebühren in den öffentlichen Sprechstellen.

**Art. 31.** Die Gemeinde erhebt die Gesprächsgebühren für Rechnung des Staates.

Die hierfür von der Post- und Telegraphenverwaltung aufgestellten Verzeichnisse sind für die gegenseitige Abrechnung maßgebend, bis zum Gegenbeweis.

Der zuständige General-Direktor bestimmt die Verbindungen, welche bei den öffentlichen Gemeinde-Fernsprechstellen Gebührenfreiheit genießen.

Beitrag zu den Umschaltkosten eines Zwischenamtes.

**Art. 32.** Sind zwei oder mehrere Gemeinde-sektionen oder Teilnehmer an dasselbe Zwischenamt angeschlossen, so bezahlt jede Gemeinde-sektion und jeder Teilnehmer, außer den gewöhnlichen Abonnementsgebühren, eine jährliche Gebühr von 25 Fr. als Beitrag zu den Umschaltkosten.

Dagegen wird keine Gebühr für die zwischen ihnen ausgewechselten Gespräche erhoben.

Die Gebühr von 25 Fr. wird bei Beginn eines jeden Jahres, gleichzeitig mit den andern Abonnementsgebühren, erhoben; sie wird dem Vorsteher des betr. Zwischenamtes am Schlusse des Jahres bezahlt.

Herbeirufen der von dem Korrespondenten bezeichneten Person.

**Art. 33.** Der Vorsteher verpflichtet sich, gemäß den Anweisungen der Post- und Telegraphen-Verwaltung jede vom Korrespondenten be-

tions de l'administration des postes et des télégraphes.

Coopération au service télégraphique.

**Art. 34.** La commune peut demander que le préposé de la cabine soit autorisé à transmettre et à recevoir des dépêches télégraphiques pour le compte de particuliers.

En ce cas le préposé est soumis aux dispositions réglementaires et aux prescriptions administratives afférentes, notamment en ce qui concerne le secret professionnel.

Toutefois l'administration n'assume aucune responsabilité du chef de l'échange des télégrammes par la cabine communale.

Les frais d'express revenant au préposé pour la remise des télégrammes sont fixés par le Directeur général du service afférent.

Frais d'express à charge de la commune.

**Art. 35.** Les frais d'express visés aux art. 34 et 53 qui peuvent résulter des correspondances de service échangées dans l'intérêt de l'administration communale dont relève la cabine, sont à charge de la commune.

d) *Installations privées.*

Station privée. — Définition.

**Art. 36.** L'administration des postes et des télégraphes peut se charger de l'établissement et de l'entretien de lignes téléphoniques indépendantes du réseau de l'État, que des particuliers demandent pour leur usage ou celui d'une personne attachée à leur service.

De même elle peut se charger de la fourniture, de l'installation et de l'entretien des postes ainsi raccordés.

Etablissement de la ligne.

**Art. 37.** Toute ligne téléphonique privée qui emprunte en tout ou en partie le domaine de l'État ou d'une commune ne peut être établie et entretenue que par l'administration des postes et des télégraphes.

zeichnete Person in die öffentliche Sprechstelle rufen zu lassen.

Mitwirkung am Telegraphendienst.

**Art. 34.** Die Gemeinde kann verlangen, daß der Vorsteher der öffentlichen Sprechstelle ermächtigt werde, für das Publikum, telegraphische Depeschen abzugeben und zu empfangen.

In diesem Falle hat der Vorsteher die einschlägigen reglementarischen Bestimmungen und Verwaltungsvorschriften, insbesondere in bezug auf das Amtsgeheimnis zu beachten. Die Verwaltung übernimmt jedoch keine Verantwortung über den Austausch der Telegramme durch die öffentliche Gemeinde-Sprechstelle. Die dem Vorsteher für die Bestellung der Telegramme zuzurechnenden Botengebühren werden durch den zuständigen General-Direktor festgesetzt.

Botengebühren zu Lasten der Gemeinde.

**Art. 35.** Die unter Art. 34 und 53 vorgesehenen Botengebühren, welche durch die im Interesse der vorgesehenen Gemeinde-Verwaltung abgewickelten Dienstkorrespondenzen entstehen können, sind zu Lasten der Gemeinde.

d) *Privateinrichtungen.*

Privatananschluß. — Begriffsbestimmung.

**Art. 36.** Die Post- und Telegraphen-Verwaltung kann sich mit der Herstellung und dem Unterhalt von dem Staatsnetz fremden Fernsprechleitungen befassen, welche Privatleute für ihren Gebrauch oder für denjenigen einer in ihrem Dienste stehenden Person verlangen.

Desgleichen kann sie die Lieferung, die Einrichtung und den Unterhalt der auf solche Weise miteinander zu verbindenden Apparate besorgen.

Herstellung der Leitung.

**Art. 37.** Jede Privat-Fernsprechleitung, welche ganz oder teilweise Eigentum des Staates oder einer Gemeinde berührt, kann nur durch die Post- und Telegraphen-Verwaltung errichtet und unterhalten werden.

Dans tous les cas le particulier doit obtenir l'autorisation des propriétaires et occupants des immeubles sur lesquels ou sous lesquels le fil conducteur doit être établi; il supporte tous les frais et indemnités à résulter de ce chef.

Irresponsabilité de l'administration.

**Art. 38.** L'administration des postes et des télégraphes n'assume aucune responsabilité du chef d'interruptions de service éventuelles de lignes et d'installations privées établies par elle; elle est cependant tenue d'exécuter les travaux de réparation nécessaires le plus tôt possible.

Prix d'abonnement.

**Art. 39.** Le prix de l'abonnement annuel d'une installation privée non raccordée au réseau téléphonique de l'État est fixé comme suit:

- a) pour chaque centaine de mètres ou fraction de centaine de mètres de ligne:  
à fr. 3 pour fil simple et  
à fr. 4,50 pour fil double;
- b) pour une station microphonique à fr. 30;
- c) pour toute autre installation accessoire la taxe afférente prévue pour les installations de l'État.

Part contributive aux frais d'installation.

**Art. 40.** La part contributive aux frais d'installation de la ligne et des appareils est fixée dans chaque cas par l'administration et est payable dès la remise de l'installation à l'intéressé.

Raccordement de l'installation privée au réseau de l'État.

**Art. 41.** L'intéressé peut demander que son installation privée soit rattachée au réseau téléphonique de l'État.

En ce cas les stations privées sont sujettes aux mêmes taxes que les stations de l'État.

In allen Fällen muß die Privatperson die Ermächtigung der Eigentümer und Inhaber der Grundstücke erhalten, über oder unter welche der Leitungsdraht geleitet werden soll; sie übernimmt alle daraus entstehenden Unkosten und Entschädigungen.

Unverantwortlichkeit der Verwaltung.

**Art. 38.** Die Post- und Telegraphenverwaltung übernimmt keine Verantwortung für eventuelle Dienstunterbrechungen der von ihr eingerichteten Privat-Leitungen und Installationen; sie ist jedoch gehalten, die notwendigen Reparaturarbeiten sobald als möglich auszuführen.

Abonnementsgebühr.

**Art. 39.** Die jährliche Abonnementsgebühr einer nicht an das Staats-Fernsprechnetz angeschlossenen Privateinrichtung ist festgesetzt wie folgt:

- a) für jede hundert Meter oder Bruchteil von hundert Meter Leitung, 3 Fr. für einfache Leitung und 4,50 Fr. für Doppelleitung;
- b) für eine Sprechstelle, 30 Fr.;
- c) für jede andere Nebeneinrichtung, die für entsprechende staatliche Einrichtungen vorgegebene Gebühr.

Beitrag zu den Einrichtungskosten.

**Art. 40.** Der Beitrag zu den Einrichtungskosten der Leitung und der Apparate wird in jedem einzelnen Falle von der Verwaltung festgesetzt und ist zahlbar gleich nach der Übergabe der Einrichtung an den Interessenten.

Anschluß der Privateinrichtung an das Staatsfernsprednetz.

**Art. 41.** Der Betreffende kann verlangen, daß seine Privateinrichtung an das Staatsfernsprednetz angeschlossen werde.

In diesem Falle unterliegen die Privatstationen denselben Gebühren wie die Staatsstationen.

Toutefois le prix annuel d'une station supplémentaire établie et entretenue par l'industrie privée est réduit à fr. 30.

Les frais de raccordement de l'installation privée au réseau de l'État sont à charge de l'intéressé.

e) *Lignes spéciales.*

Prix d'abonnement.

**Art. 42.** Si dans la circonscription d'un bureau de raccordement l'abonné, a deux ou plusieurs stations principales ou supplémentaires, il peut demander que ses stations soient reliées entre elles par fil spécial.

L'abonné doit payer de ce chef:

1° une taxe d'abonnement annuelle de fr. 80;

2° pour chaque centaine de mètres ou fractions de centaines de mètres de ligne fr. 3 par an pour fil simple et fr. 4,50 par an pour fil double.

Dans des cas exceptionnels, l'administration peut autoriser aux conditions à déterminer par elle, le raccordement par ligne spéciale de deux stations principales appartenant au même abonné mais reliées à deux bureaux de raccordement différents, si l'abonné justifie d'un intérêt sérieux et qu'au point de vue technique et de service aucune difficulté ne s'y oppose.

Part contributive aux frais d'installation.

**Art. 43.** La part contributive aux frais d'installation de la ligne est fixée pour chaque centaine de mètres ou fraction de centaine de mètres de ligne

à fr. 20 pour fil simple et

à fr. 30 pour fil double.

Elle est payable lors de l'installation de la ligne.

Jedoch wird die Jahresgebühr eines durch die Privatindustrie hergestellten und unterhaltenen Nebenschlusses auf 30 Fr. ermäßigt.

Die Kosten des Anschlusses der Privatanlage an das Staatsfernnetz sind zu Lasten des Interessenten.

e) *Spezialleitungen.*

Abonnementspreis.

**Art. 42.** Wenn ein Teilnehmer im Bezirk eines und desselben Vermittelungsamtes zwei oder mehrere Haupt- oder Nebenschlüsse hat, so kann er verlangen, daß diese Apparate miteinander verbunden werden.

Der Teilnehmer hat diesbezüglich zu zahlen:

1. eine jährliche Abonnementsgebühr von Fr. 80;

2. für jede hundert Meter oder jeden Bruchteil von hundert Meter Leitung Fr. 3 pro Jahr für einfache Leitung und 4.50 Fr. pro Jahr für Doppelleitung.

In Ausnahmefällen kann die Verwaltung, unter den von ihr festzusetzenden Bedingungen, die Verbindung durch Spezialleitung von zwei zwar demselben Teilnehmer gehörenden, aber an zwei verschiedene Ämter angeschlossenen Hauptanschlüssen gestatten, sofern der Teilnehmer ein ernstliches Interesse geltend macht, und sowohl vom technischen als vom Dienst-Standpunkte aus sich dem keine Schwierigkeit widersetzt.

Beitrag zu den Einrichtungskosten.

**Art. 43.** Der Beitrag zu den Einrichtungskosten der Leitung ist festgesetzt, für jede hundert Meter oder jeden Bruchteil von hundert Meter Leitung, auf Fr. 20 für einfache Leitung und auf Fr. 30 für Doppelleitung. Derselbe ist bei Herstellung der Leitung zahlbar.

#### f) Stations de service.

##### Stations gratuites.

**Art. 44.** Des stations de service gratuites peuvent être installées dans les bureaux des administrations publiques et dans ceux de certains fonctionnaires de l'État, si ces installations sont justifiées par un intérêt public général.

##### Stations principales à taxe réduite.

**Art. 45.** Des stations principales à taxe réduite peuvent être concédées aux fonctionnaires de l'État pour servir à leur usage personnel et à leurs relations de service.

Ces stations jouissent d'une réduction de 50 % sur le droit fondamental et sur la part contributive aux frais d'installation prévus aux art. 17 et 18 ci-dessus.

Elles ne comportent pas de stations supplémentaires.

##### Demande d'une station de service.

**Art. 46.** Les demandes en obtention d'une station gratuite ou d'une station principale à taxe réduite sont à adresser au Gouvernement par l'entremise et avec l'avis du chef de l'administration afférente.

#### IV. — Conversations.

##### Conversations autorisées.

**Art. 47.** L'abonné peut correspondre, pendant les heures de service du bureau de raccordement, contre paiement des taxes réglementaires:

- 1° avec tout abonné des réseaux du Grand-Duché, établis ou à établir;
- 2° avec toutes les cabines publiques du Grand-Duché;
- 3° avec tout poste d'abonné ou bureau public de l'étranger admis à la correspondance télé-

#### l) Dienst-Sprechstellen.

##### Gebührenfreie Sprechstationen.

**Art. 44.** Gebührenfreie Dienst-Sprechstellen können in den Amt. lokalen der öffentlichen Verwaltungen oder gewisser Staatsbeamten errichtet werden, wenn diese Einrichtungen durch ein allgemeines, öffentliches Interesse gerechtfertigt sind.

##### Hauptanschlüsse von ermäßigter Gebühr.

**Art. 45.** Hauptanschlüsse von ermäßigter Gebühr können den Staatsbeamten bewilligt werden, um zu ihrem Privatgebrauch und gleichzeitig zur Erledigung ihrer dienstlichen Angelegenheiten zu dienen.

Diese Anschlüsse genießen einer Ermäßigung von 50 % sowohl der durch vorstehenden Art. 17 vorgesehenen Grundgebühr als des im Art. 18 bestimmten Beitrags zu den Einrichtungskosten. Zu solchen Anschlüssen werden Nebenstellen nicht bewilligt.

##### Gesuch um Einrichtung einer Dienststelle.

**Art. 46.** Die Gesuche um Gewährung einer kostenlosen Dienst-Sprechstelle oder eines Hauptanschlusses von ermäßigter Gebühr sind durch Vermittlung und mit dem Gutachten des betreffenden Verwaltungschefs an die Regierung zu richten.

#### IV. — Gespräche.

##### Sprechbereich.

**Art. 47.** Der Teilnehmer kann während der Dienststunden des Vermittlungsamtes, gegen Zahlung der regulatorischen Gebühren, telephonisch verkehren:

1. mit jedem Teilnehmer der im Großherzogtum errichteten oder zu errichtenden Netze;
2. mit allen öffentlichen Sprechstellen des Großherzogtums;
3. mit jedem Teilnehmer und jeder öffentlichen Sprechstelle des Auslandes, welche zum Fern-

phonique avec le réseau afférent du Grand-Duché.

Sont affranchies de toute taxe les communications qu'un abonné peut éventuellement échanger par rapport au service téléphonique avec le préposé de son bureau de raccordement.

Taxes pour conversations entre abonnés.

**Art. 48.** Les communications entre deux postes d'abonné sont sujettes à une taxe de conversation fixée:

à 10 centimes pour les communications urbaines et

à 20 centimes pour les communications interurbaines.

Taxes pour conversations échangées entre abonné et cabine publique.

**Art. 49.** La taxe d'une communication entre un poste d'abonné et une personne présente dans une cabine publique est fixée:

à 20 centimes dans les relations urbaines et

à 40 centimes dans les relations interurbaines.

Les mêmes taxes sont perçues pour une communication demandée par une cabine publique avec un poste d'abonné ou avec une personne présente dans une cabine publique.

Communications urgentes.

**Art. 50.** Des communications privées urgentes, ayant priorité sur les autres communications privées, sont admises dans les relations interurbaines.

Elles paient le triple d'une communication ordinaire de même durée.

Avis d'appel.

**Art. 51.** Sont admis des avis d'appel téléphoniques ayant pour objet d'inviter une personne désignée à se mettre en relation téléphonique avec l'expéditeur de l'avis.

Ils ne peuvent être transmis au destinataire que par l'entremise d'un bureau central ou d'une cabine publique.

Sprechverkehr mit dem betreffenden Netze des Großherzogtums zugelassen sind.

Gebührenfrei sind die den Dienst betreffenden Mitteilungen der Teilnehmer an den Vorsteher ihres Vermittlungsamtes.

Gebühr der Gespräche zwischen Teilnehmern.

**Art. 48.** Die Verbindungen zwischen zwei Teilnehmerstellen unterliegen einer Gesprächsgebühr von 10 Centimen für die Lokalverbindungen und von 20 Centimen für die interurbanen Verbindungen.

Gebühr für Gespräche zwischen einem Teilnehmer und einer öffentlichen Sprechstelle.

**Art. 49.** Die Gebühr für eine Verbindung zwischen einer Teilnehmerstelle und einer in einer öffentlichen Sprechstelle sich befindenden Person ist festgesetzt auf 20 Centimen im Lokalverkehr und auf 40 Centimen im interurbanen Verkehr.

Dieselben Gebühren werden erhoben für eine Verbindung einer öffentlichen Sprechstelle mit einer Teilnehmerstelle oder mit einer in einer öffentlichen Sprechstelle gegenwärtigen Person.

Dringende Verbindungen.

**Art. 50.** Dringende Privat-Verbindungen, mit dem Vorrang über andere Privat-Verbindungen, sind im interurbanen Verkehr zugelassen. Sie bezahlen das dreifache einer gewöhnlichen Verbindung von gleicher Dauer.

Gesprächsantrag.

**Art. 51.** Zugelassen sind Gesprächsanträge, welche bezwecken, eine bezeichnete Person einzuladen, mit dem Antragsteller in telephonische Verbindung zu treten.

Die Gesprächsanträge können dem Adressaten nur durch Vermittelung eines Zentralamtes oder einer öffentlichen Sprechstelle zugestellt werden.

Pour la réponse, le destinataire de l'avis peut faire usage soit de la cabine publique désignée soit d'une autre cabine publique ou d'un poste d'abonné reliés au même bureau central.

Remise des avis d'appel.

**Art. 52.** Les avis d'appel peuvent être remis à domicile, télégraphe restant ou poste restante.

Lorsque le destinataire réside en dehors de la localité où se trouve le bureau central ou la cabine publique de destination, les avis d'appel peuvent être remis par exprès ou par poste, aux mêmes conditions que les télégrammes.

Taxe d'un avis d'appel.

**Art. 53.** L'expéditeur d'un avis d'appel doit acquitter :

- a) la taxe de l'avis d'appel qui est fixée à 10 centimes;
- b) les frais de remise à domicile;
- c) la taxe de la conversation faisant suite à l'avis d'appel.

Frais de remise à domicile.

**Art. 54.** Le tarif des frais de remise à domicile est fixé par arrêté ministériel sur la base du salaire en usage.

Les distances sont calculées d'après la carte des distances officielle.

Défense au personnel de service de se charger de commissions privées.

**Art. 55.** Il est strictement défendu au personnel de l'administration et à tout préposé de cabine publique de se charger de commissions privées pour une tierce personne, leur transmises par téléphone.

Communications de service.

**Art. 56.** Les communications demandées par une station gratuite ou à taxe réduite avec un autre poste d'abonné ne sont affranchies de la

Für die Antwort kann der Adressat eines Antrages irgend eine an das Zentralamt angeschlossene Sprechstelle, und zwar entweder die bezeichnete oder eine andere öffentliche Sprechstelle oder irgend eine Teilnehmerstelle benutzen.

Bestellung der Gesprächsanträge.

**Art. 52.** Die Gesprächsanträge können in der Wohnung, telegraphenlagernd oder postlagernd bestellt werden.

Wohnt der Empfänger außerhalb der Ortschaft, wo sich das Bestimmungs-Zentralamt oder die öffentliche Sprechstelle befindet, so können die Gesprächsanträge unter denselben Bedingungen wie die Telegramme per Post oder per Eilboten befördert werden.

Gebühren eines Gesprächsantrags.

**Art. 53.** Der Absender eines Gesprächsantrags hat zu zahlen:

- a) die Gebühr des Gesprächsantrages, welche auf 10 Centimen festgesetzt ist;
- b) die Bestellgebühren;
- c) die Gebühr des durch den Gesprächsantrag veranlaßten Gesprächs.

Tarif der Bestellgebühren.

**Art. 54.** Der Tarif der Bestellgebühren wird nach Maßgabe des jeweiligen Tageslohnes durch Ministerialbeschluß festgesetzt.

Die Entfernungen werden nach der offiziellen Distanzenkarte berechnet.

Verbot für das Dienstpersonal, Privataufträge auszuführen.

**Art. 55.** Dem Verwaltungspersonal sowie den Vorstehern von öffentlichen Gemeindefernsprechstellen ist es strengstens untersagt, etwaige ihnen per Telephon für andere Personen gegebene Privataufträge zu besorgen.

Dienstverbindungen.

**Art. 56.** Die Verbindungen einer Dienststation oder einer Station von ermäßigter Gebühr mit einer andern Teilnehmerstelle sind nur

taxe que si le demandeur annonce la communication par l'indication « Service ».

Les stations de service autorisées à correspondre en franchise de taxe avec les administrations communales seront déterminées par le Directeur général des finances.

Taxes pour transmission téléphonique de correspondances à expédier par poste, par exprès ou par télégraphe.

**Art. 57.** L'abonné peut transmettre au bureau central toute communication à expédier par exprès, par la poste ou par voie télégraphique.

Dans ce cas l'abonné doit payer, outre les taxes prévues pour la transmission par exprès, par la poste ou par voie télégraphique, une taxe téléphonique de 1 centime par mot transmis, arrondie au demi-décime supérieur, avec un minimum de 20 centimes.

La transmission par téléphone au domicile de l'abonné est sujette à une taxe de 20 centimes par télégramme.

Communications pendant les heures de clôture des bureaux.

**Art. 58.** Lorsque les préposés des bureaux de raccordement établiront des communications pendant les heures de clôture de leur bureau, ils sont autorisés à percevoir de ce chef, pour leur propre compte, une indemnité spéciale qui ne pourra dépasser par communication fr. 1 pendant la nuit, de 10 heures du soir à 6 heures du matin, et 50 centimes pendant les autres heures.

Pour les communications interurbaines cette taxe est perçue autant de fois qu'il y a de bureaux intermédiaires à service réduit qui coopèrent à l'établissement de la communication.

Ces taxes sont dues même lorsque la communication n'a pu être établie par quelque cause que ce soit.

dann von der Gebühr befreit, wenn der Antragsteller die Verbindung mit der Bezeichnung „Dienst“ anmeldet. Die Dienststationen, welche gebührenfrei mit den Gemeinde-Verwaltungen verkehren können, werden vom zuständigen General-Direktor bestimmt.

Gebühren für telephonische Übermittlung von durch die Post, per Eilboten oder durch den Telegraphen zu befördernden Korrespondenzen.

**Art. 57.** Der Teilnehmer kann dem Zentralamt jede Mitteilung übermitteln, welche durch Eilboten, durch die Post oder auf telegraphischem Wege zu befördern ist.

In diesem Falle hat der Teilnehmer, außer der für die Eilbestellung, für die Beförderung durch die Post oder auf telegraphischem Wege vorgesehenen Gebühr, eine Telephongebühr von 1 Centime für jedes übermittelte Wort zu entrichten; diese Gebühr wird nach halben Dezimen aufgerundet und beträgt mindestens 20 Centimen.

Die telephonische Übermittlung der Telegramme in die Wohnung des Teilnehmers unterliegt einer Gebühr von 20 Centimen per Telegramm.

Verbindungen während der Schlussstunden der Ämter.

**Art. 58.** Wenn die Vorsteher der Vermittlungsämter Verbindungen während der Schlussstunden ihres Amtes herstellen, sind dieselben berechtigt, dieserhalb für sich eine besondere Gebühr zu erheben, welche für jede Verbindung 1 Fr. oder 50 Centimen nicht überschreiten darf, je nachdem die Verbindung während der Nacht (von 10 Uhr Abends bis 6 Uhr Morgens) oder während der anderen Stunden hergestellt wird. Für die Verbindungen im Außenverkehr wird diese Gebühr sovielmal erhoben als Vermittlungsämter mit beschränktem Dienst sich an der Herstellung der Verbindung beteiligen. Diese Gebühren sind auch dann geschuldet, wenn die Verbindung aus irgend welcher Ursache nicht hergestellt werden kann.

Communications permanentes pendant les heures de clôture des bureaux.

**Art. 59.** Si les conditions techniques le permettent, l'abonné peut demander que pendant les heures de clôture de son bureau de raccordement sa station soit reliée:

1° à un autre poste d'abonné du même réseau;

2° à un poste d'abonné d'un autre réseau à service égal;

3° à un bureau de raccordement d'un autre réseau à service prolongé et

4° le cas échéant, après clôture de ce dernier bureau à un poste d'abonné y relié.

Les taxes à payer pour chaque opération de raccordement sont fixées:

a) dans le cas sub 1° à 20 centimes;

b) dans le cas sub 2° à 1 fr.;

c) dans le cas sub 3° à 50 centimes en dehors des taxes dues pour les conversations demandées;

d) dans le cas sub 4 à 50 centimes en sus des taxes prévues sub c.

Récupération des taxes sur des tiers personnes.

**Art. 60.** Toutes les taxes de conversation sont payables par l'abonné qui a la faculté de les récupérer sur la personne qui les aura occasionnées.

Libellé des demandes de communication.

**Art. 61.** Toute personne qui demandera une correspondance devra indiquer:

a) pour une communication avec un abonné du même réseau, le numéro d'appel de l'abonné;

b) pour une communication avec un abonné d'un autre réseau, le bureau de raccordement et le numéro d'appel de l'abonné.

c) pour une communication avec une personne non abonnée, l'adresse exacte de la personne demandée.

Dauerverbindungen während der Schlussstunden der Ämter.

**Art. 59.** Falls die technischen Bedingungen es gestatten, kann der Teilnehmer verlangen, daß während der Schlussstunden seines Vermittlungsamtes, seine Sprechstelle verbunden werde:

1. mit einer andern Sprechstelle desselben Netzes;

2. mit einer Sprechstelle eines andern Netzes mit gleichen Dienststunden;

3. mit einem Vermittlungsamt eines andern Netzes mit ausgedehnteren Dienststunden und

4. eintretenden Falls, nach Schluß des letzteren Amtes mit einer an dasselbe angeschlossenen Teilnehmerstelle.

Die für eine jede Verbindung dieser Art zu zahlenden Gebühren sind festgesetzt wie folgt:

a) im Falle 1, 20 Centimen,

b) im Falle 2, 1 Franken,

c) im Falle 3, 50 Centimen, außer der für die verlangten Gespräche geschuldeten Gebühren;

d) im Falle 4, 50 Centimen, außer der unter c vorgesehenen Gebühren.

Erstattung der Gebühren seitens dritter Personen.

**Art. 60.** Alle Gesprächsgebühren sind durch den Teilnehmer zu zahlen, welcher berechtigt ist, dieselben von der Person zurückzuverlangen, welche sie veranlaßt hat.

Abfassung der Gesprächsanmeldungen.

**Art. 61.** Bei jeder Gesprächsanmeldung sind anzugeben:

a) für eine Verbindung mit einem Teilnehmer desselben Netzes, die Anrufnummer des gewünschten Teilnehmers;

b) für eine Verbindung mit einem Teilnehmer eines andern Netzes, das Vermittlungsamt und die Anrufnummer des gewünschten Teilnehmers;

c) für eine Verbindung mit einem Nicht-Teilnehmer, die genaue Adresse der gewünschten Person.

Ordre de priorité des communications.

**Art. 62.** Les communications sont établies dans l'ordre suivant:

- a) communications d'État;
- b) communications de service urgentes;
- c) communications privées urgentes;
- d) avis d'appel;
- e) communications privées;
- f) communications de service.

Pour les correspondances du même rang les communications sont établies en alternant et dans l'ordre de l'inscription des demandes.

Durée des communications.

**Art. 63.** La durée effective d'une communication ne peut excéder trois minutes s'il y a d'autres demandes en instance. Dans ce cas, la communication est interrompue d'office à l'expiration de ce délai, après avis préalable aux deux correspondants, et il ne leur est délivré une nouvelle communication qu'à son rang dans l'ordre des demandes.

De même toute communication est interrompue d'office après avis préalable aux deux correspondants, en faveur d'une communication internationale qui doit emprunter le fil de ligne d'un des correspondants ou d'une ligne de raccordement entre bureaux téléphoniques occupée par deux abonnés.

V. — Déplacement des appareils.

Frais de déplacement.

**Art. 64.** L'abonné peut demander le déplacement des appareils et des lignes.

Les frais occasionnés de ce chef restent à sa charge et sont fixés périodiquement par le Directeur général du service afférent.

Demandes de déplacement.

**Art. 65.** La demande de déplacement doit être adressée par écrit au préposé du bureau

Rangordnung der Verbindungen.

**Art. 62.** Die Verbindungen werden in nachstehender Reihenfolge hergestellt:

- a) Staatsverbindungen;
- b) dringende Dienstverbindungen;
- c) dringende Privatverbindungen;
- d) Gesprächsanträge;
- e) Privatverbindungen;
- f) Dienstverbindungen.

Die Verbindungen gleichen Ranges werden abwechselnd und in der Reihenfolge ihrer Anmeldung hergestellt.

Dauer der Verbindungen.

**Art. 63.** Die wirkliche Dauer eines Gespräches darf drei Minuten nicht übersteigen, wenn andere Gesprächsanmeldungen vorliegen. In diesem Falle wird, nach Ablauf des genannten Zeitraumes, die Verbindung von Amtswegen unterbrochen, nach vorheriger Benachrichtigung der beiden Korrespondenten, und es kann denselben eine neue Verbindung erst nach Erledigung der bereits vorliegenden Gesprächsanmeldungen gegeben werden.

Desgleichen wird, nach vorheriger Benachrichtigung der beiden Korrespondenten, jede Verbindung von Amtswegen unterbrochen zu Gunsten einer internationalen Verbindung, für welche die Anschlußleitung eines der beiden Korrespondenten, oder eine von zwei Teilnehmern besetzte Amtsleitung benötigt wird.

V. — Verlegung der Apparate.

Verlegungskosten.

**Art. 64.** Der Teilnehmer kann die Verlegung der Apparate und der Leitungen verlangen.

Die daraus entstehenden Unkosten fallen ihm zur Last und werden periodisch durch den zuständigen General-Direktor festgesetzt.

Beantragung der Verlegung.

**Art. 65.** Das diesbezügliche Gesuch muß schriftlich und wenigstens fünfzehn Tage vor der

central ou à la direction des postes et des télégraphes au moins quinze jours avant le transfert.

Si l'administration le juge opportun, les frais de déplacement sont à verser d'avance entre les mains du préposé.

Augmentation éventuelle des taxes d'abonnement.

**Art. 66.** Dans le cas où par suite de changement de domicile ou pour toute autre cause, le déplacement des appareils et de la ligne aura pour effet une augmentation des redevances de l'abonné, la différence à payer est due à partir du jour du déplacement de l'installation téléphonique et sera calculée conformément à l'alinéa 4 de l'art. 70 ci-dessous.

#### VI. — Perception des taxes.

Calcul de l'unité de taxe. — Mode de procéder.

**Art. 67.** La taxe des conversations échangées entre postes d'abonné d'un même réseau est calculée par conversation, sans égard à sa durée.

Les taxes des conversations urbaines partant d'une cabine publique et les taxes de toutes les conversations interurbaines et internationales sont appliquées par conférence de trois minutes ou fraction de trois minutes.

Pour les conversations entre deux postes d'abonné dans les relations interurbaines et internationales, la taxe s'applique à partir du moment où la communication est établie entre le poste demandeur et le poste demandé après que ce dernier a répondu.

Lorsque la communication est demandée par une cabine publique à destination d'un poste d'abonné, la taxe s'applique à partir du moment où, le poste d'abonné ayant répondu, le demandeur est mis en relation avec ce dernier poste.

Verlegung dem Vorsteher des Zentralamtes oder der Direktion der Post- und Telegraphen-Verwaltung zugestellt werden.

Die Verlegungskosten sind im Voraus zu Händen des Vorstehers zu zahlen, wenn die Verwaltung dies für angebracht findet.

Eventuelle Erhöhungen der Abonnementsgebühren.

**Art. 66:** Wenn, infolge von Wohnungswechsel oder aus irgend einem andern Grunde, durch die Verlegung der Apparate und der Leitung eine Erhöhung der bisher vom Teilnehmer gezahlten Abonnementsgebühren verursacht wird, so ist der zu entrichtende Mehrbetrag vom Tage der Verlegung der Fernsprecheinrichtung ab geschuldet und gemäß Absatz 4 des nachstehenden Art. 70 zu berechnen.

#### VI. — Erhebung der Gebühren.

Berechnung der Gebühreneinheit. — Verfahren.

**Art. 67.** Die Gebühr für Gespräche zwischen Teilnehmern eines und desselben Netzes wird per Gespräch, ohne Unterschied der Zeitdauer, berechnet.

Die Gebühren für Lokalgespräche, welche von einer öffentlichen Fernsprechstelle ausgehen, sowie die Gebühren für alle interurbanen und internationalen Gespräche werden nach der unteilbaren Gesprächseinheit von drei Minuten erhoben.

Für interurbane und internationale Gespräche zwischen zwei Teilnehmerstellen ist die Gebühr von dem Zeitpunkte an geschuldet, wo die Verbindung zwischen dem Anrufer und dem Angerufenen, nach erfolgter Antwort seitens des letzteren, hergestellt ist.

Wird die Verbindung von einer öffentlichen Fernsprechstelle aus mit einer Teilnehmerstelle verlangt, so wird die Gebühr von dem Zeitpunkte an berechnet, wo der Anrufer mit der Teilnehmerstelle, nachdem letztere geantwortet hat, in Verbindung gesetzt ist.

Dans tous les cas où une communication est adressée à un poste d'abonné, la taxe est due quelle que soit la personne qui se présente à ce poste.

Si la communication est demandée par une cabine publique ou par un poste d'abonné à destination d'une cabine publique, la taxe est due à partir du moment où, la communication étant établie, la cabine publique destinataire est mise à la disposition de la personne demandée.

Le temps de l'appel du poste d'abonné ou de la cabine publique n'entre pas dans le calcul de la taxe.

#### Degrèvement de taxe.

**Art. 68.** Toute demande de conversation soumise à taxe qui, du fait du service téléphonique, n'est pas suivie de la mise en communication avec le poste demandé, est exempte de la taxe, qui le cas échéant, est remboursée.

Il ne peut être accordé de dégrèvement de taxe que si, du fait des installations téléphoniques, les postes mis en communication se sont trouvés dans l'impossibilité de correspondre, à condition que les bureaux téléphoniques ou cabines publiques intéressés aient été appelés immédiatement à constater cette impossibilité.

Toute demande ultérieure en remboursement de la taxe n'est pas prise en considération.

Non-réussite d'une communication avec un non-abonné. — Taxe à appliquer.

**Art. 69.** Lorsque la conversation demandée avec un non-abonné n'a pas lieu parce que la personne à appeler n'a pas été trouvée chez elle, le demandeur doit supporter les frais de l'avis d'appel (soit 10 centimes et les frais de remise à domicile).

Si par contre la conversation n'a pas lieu par la faute du demandeur ou de la personne appelée,

En allen Fällen, wo eine Mitteilung an eine Teilnehmerstelle gemacht wird, ist die Gebühr geschuldet, welches auch die Person sei, welche sich am Empfangsapparat meldet.

Wird die Verbindung von einer öffentlichen Fernsprechstelle oder von einer Teilnehmerstelle aus mit einer öffentlichen Fernsprechstelle verlangt, so ist die Gebühr von dem Zeitpunkte an geschuldet, wo nach hergestellter Verbindung die angerufene öffentliche Fernsprechstelle zur Verfügung der gewünschten Person geleitet ist.

Die auf den Anruf der Teilnehmerstelle oder der öffentlichen Fernsprechstelle verwandte Zeit kommt bei der Berechnung der Gebühr nicht in Betracht.

#### Gebührennachlaß.

**Art. 68.** Jede Gesprächsanmeldung, die durch die Schuld des Fernsprechdienstes nicht die Herstellung der Verbindung mit der verlangten Stelle zur Folge hat, ist von der Gebührenaufzahlung frei. Ist die Gebühr bereits entrichtet, so wird dieselbe erstattet.

Ein Gebührennachlaß kann nur dann bewilligt werden, wenn den verbundenen Fernsprechstellen durch einen Fehler der Sprechrichtungen die Verständigung unmöglich war, unter der Bedingung jedoch, daß die betreffenden Vermittlungsanstalten oder öffentlichen Fernsprechstellen unverzüglich ersucht worden sind, diese Unmöglichkeit festzustellen.

Jeder spätere Anspruch auf Gebührennachlaß bleibt unberücksichtigt.

Mißerfolg einer Verbindung mit einem Nichtteilnehmer — Anzuwendende Gebühr.

**Art. 69.** Wenn das beantragte Gespräch mit einem Nichtteilnehmer nicht stattfinden kann, weil dieser nicht zu Hause angetroffen wurde, so hat der Anrufende für die Gebühren des Gesprächsantrags (10 Centimen) und für die etwa verursachten Bestellkosten aufzukommen.

Konnte hingegen das Gespräch durch das Verschulden des Anrufenden oder der angerufenen

le demandeur doit supporter les frais de l'avis d'appel ainsi que la taxe de conversation.

Terme de paiement des taxes d'abonnement.

**Art. 70.** Les taxes d'abonnement annuelles prévues aux art. 17, 18, 22, 28, 29, 39, 42 et 45 sont payables d'avance, le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

Les administrations publiques qui, pour des raisons de comptabilité, préfèrent un autre mode de paiement peuvent être autorisées à verser leurs redevances par anticipation soit par trimestre soit par semestre.

L'administration peut exiger le paiement par anticipation de la part contributive aux frais d'installation de fr. 150 prévue à l'art. 18 ou demander la constitution par l'abonné d'une caution solvable de nationalité luxembourgeoise.

Si l'ouverture d'une installation téléphonique a lieu pendant le cours d'une année, la taxe à payer sera fixée en proportion du temps restant à courir.

Terme de paiement des taxes de conversation.

**Art. 71.** Les taxes des communications demandées dans une cabine publique sont perçues au moment même de la demande sur la personne qui a demandé la communication.

Les taxes des communications demandées par un poste d'abonné, les taxes des télégrammes et d'autres messages téléphonés, les taxes prévues à l'art. 59, ainsi que toutes les autres taxes et frais accessoires sont perçus à la fin de chaque mois par décompte spécial.

Toutefois si la solvabilité de l'abonné ne présente pas les garanties voulues ou si l'administration rencontre régulièrement des difficultés dans le recouvrement, elle perçoit dans le cours du mois les taxes dues dès que leur montant

Person nicht stattfinden, so ist der Antragsteller zur Zahlung sowohl der Kosten des Gesprächsantrags als auch der Gesprächsgebühr verpflichtet.

Zahlungstermin der Abonnementgebühren.

**Art. 70.** Die jährlichen unter den Art. 17, 18, 22, 28, 29, 39, 42 und 45 vorgesehenen Abonnementgebühren sind am 1. Januar eines jeden Jahres im Voraus zahlbar.

Den öffentlichen Verwaltungen jedoch, welche wegen ihrer Rechnungsführung einen andern Zahlungsmodus wünschen, kann gestattet werden, die geschuldeten Gebühren vierteljährlich oder halbjährlich im Voraus zu bezahlen.

Die Verwaltung kann von dem Teilnehmer die vorherige Zahlung des im Art. 18 vorgesehenen Beitrages von 150 Fr. zu den Einrichtungskosten oder die Stellung eines zahlungsfähigen Bürgen luxemburger Nationalität verlangen.

Wird eine Telephonstation im Laufe eines Jahres eröffnet, so ist die zu entrichtende Gebühr im Verhältnis zu der noch nicht verstrichenen Zeit zu bestimmen.

Zeit der Erhebung der Gesprächsgebühren.

**Art. 71.** Alle Gebühren für die in einer öffentlichen Fernsprechstelle verlangten Verbindungen werden bei der Herstellung der Verbindung von derjenigen Person erhoben, welche die Verbindung verlangt hat.

Die Gebühren der von einer Teilnehmerstelle verlangten Verbindungen, die Tagen der telephonischen Übermittlung von Telegrammen und Mitteilungen, die durch Art. 59 vorgesehenen Gebühren sowie alle anderen Gebühren und Nebenkosten werden am Ende eines jeden Monats auf Grund einer besondern Abrechnung erhoben.

Wenn die Zahlungsfähigkeit des Teilnehmers nicht die notwendige Sicherheit bietet, oder die Verwaltung bei der Gebühreneintreibung regelmäßig Schwierigkeiten findet, zieht sie im Laufe des Monats die erfallenen Gebühren ein, sobald

dépasse une certaine somme à déterminer ou elle exige le dépôt d'une somme de garantie.

*Perception journalière des taxes.*

**Art. 72.** Sur la demande par écrit de l'abonné, l'administration peut autoriser la perception journalière des taxes dues pour les communications internationales, dans la tournée ordinaire du facteur, contre paiement d'une taxe spéciale de 20 centimes par quittance. La même taxe est due pour les reçus délivrés au guichet.

*Décompte mensuel. — Réclamations.*

**Art. 73.** Les relevés de contrôle dressés par l'administration feront foi, jusqu'à preuve du contraire, pour le décompte entre parties.

Si, lors de la présentation du décompte, des objections sont faites par l'abonné, le décompte doit quand même être acquitté, sous réserve de rectification par voie de réclamation.

Toute réclamation doit être formée sous peine de déchéance dans la huitaine qui suit la présentation du décompte.

La réclamation doit être faite par écrit au bureau central dont relève l'abonné et être accompagnée d'un relevé des communications obtenues dans le cours du mois indiquant dans l'ordre de la date et de la demande, pour les communications urbaines le numéro d'appel du poste correspondant et pour les communications interurbaines le numéro d'appel et le bureau de raccordement du poste correspondant.

*Suspension des communications en cas de non-paiement.*

**Art. 74.** Si l'abonné n'a pas acquitté dans la huitaine qui suit la date de la présentation de la quittance le prix d'abonnement ainsi que les autres taxes qu'il pourra devoir, l'administration a le droit de lui refuser l'établissement de toute communication jusqu'après l'acquittement de toutes les taxes dues.

dieselben einen gewissen, für jeden einzelnen Fall zu bestimmenden Betrag übersteigen, oder sie fordert die Hinterlegung einer Kaution.

*Tägliche Erhebung der Gebühren.*

**Art. 72.** Auf schriftlichen Antrag des Teilnehmers kann die Verwaltung die tägliche, gegen Zahlung einer besondern Gebühr von 20 Centimen für jede Quittung und in dem gewöhnlichen Rundgang des Briefträgers zu erfolgende Erhebung der für internationale Verbindungen geschuldeten Gebühren gestatten.

Die nämliche Gebühr ist geschuldet für jede am Schalter ausgehändigte Quittung.

*Monatsabrechnung. — Reklamationen.*

**Art. 73.** Für die Abrechnungen sind die von der Verwaltung aufgestellten Verzeichnisse maßgebend, bis zum Gegenbeweis.

Werden beim Vorzeigen der Abrechnung vom Teilnehmer Einwendungen erhoben, so muß die Abrechnung dennoch eingelöst werden, unter Vorbehalt der Berichtigung auf dem Beschwerdewege.

Jede Reklamation muß, unter Strafe des Verfalls, innerhalb acht Tagen nach der Vorzeigung der Abrechnung eingereicht werden.

Die Reklamation ist schriftlich beim Zentralamt des Teilnehmers einzureichen; derselben ist ein Verzeichnis der im Laufe des Monats erhaltenen Verbindungen beizufügen, auf welchem, nach Datum und Anfrage geordnet, anzugeben sind:

Für Lokalverbindungen, die Anrufnummer des Angerufenen, und bei Fernverbindungen die Anrufnummer sowie das Vermittlungsamt des Angerufenen.

*Einstellung der Verbindungen im Nichtzahlungsfalle.*

**Art. 74.** Wenn innerhalb acht Tagen nach Vorzeigen der Quittung der Teilnehmer den Abonnementsbetrag sowie die andern etwa geschuldeten Gebühren nicht bezahlt hat, so hat die Verwaltung das Recht, ihm bis zur Begleichung aller geschuldeten Gebühren jede Verbindung zu verweigern.

## VII. — Résiliation des abonnements.

Renouvellement de l'abonnement et résiliation de l'abonnement. — Redevances.

**Art. 75.** Les abonnements se renouvelleront par tacite réconduction d'année en année à moins qu'ils ne soient dénoncés par écrit un mois avant l'expiration du terme d'engagement.

Si l'abonnement est résilié après l'expiration du terme d'engagement la résiliation a lieu sans frais.

Si par contre l'abonnement est résilié avant l'expiration du terme d'engagement, l'abonné doit payer la part contributive aux frais d'installation restant due.

Dans les deux cas le droit fondamental, resp. le prix d'abonnement payé d'avance est remboursé à l'abonné pour le temps non utilisé, si l'abonnement a dépassé la durée d'une année.

**Art. 76.** La résiliation de l'abonnement à une station principale implique la résiliation de tout abonnement relatif à des stations supplémentaires ou autres installations accessoires y reliées.

Reprise de l'abonnement par un tiers.

**Art. 77.** L'administration peut accorder le transfert de l'abonnement à un tiers aux conditions suivantes:

1<sup>o</sup> la station doit rester dans le même immeuble;

2<sup>o</sup> le paiement du prix d'abonnement et des taxes accessoires ne doit subir aucune interruption;

3<sup>o</sup> le nouvel abonné doit signer un engagement de reprise d'abonnement et est responsable envers l'administration des taxes ou droits qui pourraient être dus par son prédécesseur.

## VII. — Auflösung der Abonnemente.

Erneuerung und Auflösung des Abonnements. Geschuldete Gebühren.

**Art. 75.** Die Abonnemente erneuern sich stillschweigend von Jahr zu Jahr, wenn sie nicht einen Monat vor Ablauf des Abonnements schriftlich gekündigt werden.

Wenn das Abonnement nach Ablauf der Verbindlichkeitsperiode aufgelöst wird, so geschieht diese Auflösung kostenlos für den Teilnehmer.

Wenn dagegen das Abonnement vor Ablauf dieser Periode gekündigt wird, so ist der Teilnehmer zur Zahlung des noch geschuldeten Anteils zu den Einrichtungskosten verpflichtet.

In beiden Fällen wird die im Voraus gezahlte Grund- bzw. Abonnementsgebühr dem Teilnehmer für den nicht benutzten Zeitraum zurück-erstattet, sofern das Abonnement länger als ein Jahr gedauert hat.

**Art. 76.** Die Auflösung des Abonnements auf einen Hauptanschluß zieht die Auflösung jedes Abonnements nach sich, welches sich auf Nebenschlüsse und andere daran angeschlossene Nebeneinrichtungen bezieht.

Übernahme des Abonnements durch eine dritte Person.

**Art. 77.** Die Verwaltung kann die Übertragung des Abonnements auf eine dritte Person zu den folgenden Bedingungen gestatten:

1. die Fernsprecheinrichtung muß auf demselben Grundstück verbleiben;

2. die Zahlung der Abonnements- und Nebengebühren darf keine Unterbrechung erleiden;

3. der neue Teilnehmer muß eine Abonnementsübernahme-Erklärung unterzeichnen und ist der Verwaltung gegenüber verantwortlich für alle von seinem Vorgänger geschuldeten Gebühren.

## VIII. — Livret à l'usage des abonnés.

Répartition. — Libellé des inscriptions.

**Art. 78.** Le livret à l'usage des abonnés et les suppléments à ce livret sont remis aux abonnés et aux personnes qui en font la demande au prix à fixer par l'administration.

La liste des abonnés ne doit contenir que le nom des abonnés, l'indication très succincte de leur profession et leur domicile.

Les réclames, recommandations etc. sont exclues.

Inscriptions gratuites et inscriptions payantes.

**Art. 79.** L'abonné a droit à une inscription gratuite par station principale et par station supplémentaire si celle-ci est établie dans un autre immeuble que la station principale.

Toute inscription supplémentaire est sujette aux conditions et aux indemnités à fixer par arrêté ministériel.

## IX. — Responsabilité de l'Etat.

Responsabilité.

**Art. 80.** L'Etat n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance par la voie téléphonique.

## X. — Contraventions.

Enlèvement des appareils en cas de contravention.

**Art. 81.** L'administration a le droit de faire enlever les appareils ainsi que les fils téléphoniques mis à la disposition de l'abonné:

1° si celui-ci n'a pas acquitté dans la quinzaine qui suit la date de la présentation de la quittance, les taxes d'abonnement ainsi que les autres taxes qu'il pourra devoir;

2° s'il expédie des communications interdites par les lois répressives et les règlements généraux ou s'il contrevient aux règlements spéciaux.

## VIII. — Handbuch zum Gebrauche der Teilnehmer.

Verteilung. — Abfassung der Eintragungen.

**Art. 78.** Das Handbuch zum Gebrauche der Teilnehmer nebst den Nachträgen wird an die Teilnehmer sowie auf Antrag, an andere Personen zu dem von der Verwaltung festzusetzenden Preise abgegeben.

Die Teilnehmerliste darf nur die Namen der Teilnehmer sowie die ganz kurze Angabe ihres Gewerbes und ihres Wohnortes enthalten. Reklamen, Empfehlungen usw. sind ausgeschlossen.

Gebührenfreie und gebührenpflichtige Eintragungen.

**Art. 79.** Der Teilnehmer hat Recht auf eine Gratiaeintragung für jeden Hauptanschluß sowie für jeden Nebenanschluß, der sich auf einem andern Grundstück, als der Hauptanschluß, befindet.

Jede weitere Eintragung ist den durch Ministerialbeschluß festzusetzenden Bedingungen und Gebühren unterworfen.

## IX. — Verantwortlichkeit des Staates.

Verantwortlichkeit.

**Art. 80.** Der Staat übernimmt keine Verantwortlichkeit für den Fernsprechverkehr.

## X. — Zuwiderhandlungen.

Wegnahme der Apparate bei Zuwiderhandlungen.

**Art. 81.** Die Verwaltung hat das Recht, die dem Teilnehmer zur Verfügung gestellten Apparate und Leitungen wegzunehmen:

1. wenn derselbe nicht innerhalb 15 Tagen nach Vorzeigung der quittierten Rechnung die erfallene Abonnementgebühr sowie die andern etwa von ihm geschuldeten Gebühren bezahlt hat.

2. wenn er den Fernsprecher zu Mitteilungen benutzt, welche durch die Strafgesetze und allgemeinen Reglemente verboten sind, oder wenn er

pris ou à prendre par l'administration des postes et des télégraphes;

3<sup>e</sup> dans le cas où les détériorations qui auront été constatées sont à attribuer à la malveillance de l'abonné ou d'une personne attachée à sa maison.

#### Pénalités.

**Art. 82.** Toute contravention aux prescriptions du présent règlement sera punie des peines édictées par l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 6 mars 1818.

#### XI. Dispositions diverses.

##### Mise en vigueur de l'arrêté.

**Art. 83.** Le présent arrêté entrera en vigueur à partir du 15 janvier 1920.

##### Difficultés d'interprétation et d'exécution.

**Art. 84.** Le membre du Gouvernement chargé du service des postes et des télégraphes décidera par des instructions spéciales, les difficultés auxquelles peuvent donner lieu l'interprétation et l'exécution du présent arrêté.

**Art. 85.** Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 10 janvier 1920.

**CHARLOTTE.**

Le Directeur général des finances,

**A. NEYENS.**

Arrêté du 10 janvier 1920, réglant divers détails des dispositions sur le service téléphonique.

#### LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES;

Vu l'arrêté grand-ducal en date de ce jour, concernant le service téléphonique;

Sur les propositions de M. le directeur de l'administration des postes et des télégraphes;

den durch die Post- und Telegraphen-Verwaltung erlassenen oder noch zu erlassenden Spezialreglementen zuwiderhandelt;

3. wenn etwaige Beschädigungen des Dienstmaterials der Böswilligkeit des Teilnehmers oder einer Person seines Hauses zuzuschreiben sind.

#### Strafbestimmungen.

**Art. 82.** Jede Zuwiderhandlung gegen die Vorschriften des gegenwärtigen Reglementes wird gemäß den durch Art. 1 des Gesetzes vom 6. März 1918 vorgesehenen Strafen geahndet.

#### XI. — Verschiedene Bestimmungen.

##### Inkrafttreten des Beschlusses.

**Art. 83.** Gegenwärtiger Beschluß tritt am 15. Januar 1920 in Kraft.

##### Auslegungs- und Ausführungsschwierigkeiten.

**Art. 84.** Das mit dem Post- und Telegraphenwesen betraute Regierungsmitglied entscheidet, durch besondere Verfügungen, über die Schwierigkeiten, zu welchen Auslegung und Ausführung des gegenwärtigen Beschlusses Anlaß geben könnten.

**Art. 85.** Unser General-Direktor der Finanzen ist mit der Ausführung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 10. Januar 1920.

**Charlotte.**

Der General-Direktor der Finanzen,

**A. Neyens.**

Beschluß vom 10. Januar 1920, wodurch verschiedene Einzelheiten der Bestimmungen über den Fernsprechdienst geregelt werden.

Der General-Direktor der Finanzen;

Nach Einsicht des Groß. Beschlusses vom heutigen Tage, den Fernsprechdienst betreffend;

Auf den Vorschlag des Hrn. Direktors der Post- und Telegraphenverwaltung;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Tous les arrêtés ministériels concernant le service téléphonique, antérieurs au présent arrêté, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes.

Installations d'autres appareils que ceux prévus par l'administration.

**Art. 2.** Tout abonné à un poste téléphonique a droit à la pose d'une station *murale* du type adopté par l'administration.

L'abonné qui demande la pose d'un autre appareil doit supporter la différence entre le prix de revient de l'appareil demandé et celui de l'appareil adopté par l'administration.

La pose, lors de l'installation d'un poste téléphonique, d'une station *de table* du type adopté par l'administration est sujette à une redevance de 130 fr.

La pose de tout appareil accessoire non prévu par l'administration pour l'installation ordinaire d'un poste téléphonique, est sujette à une redevance égale au montant total du prix de revient et des frais d'installation de l'appareil.

Echange d'appareils.

**Art. 3.** L'échange d'une station *murale* en usage contre une station *de table* du type adopté par l'administration est sujet à une redevance de 150 fr.

L'échange d'une station *murale* pouvant encore servir ou d'une station *de table* en usage contre une station du même système est sujet à une redevance de 50 fr.

L'échange d'une station *murale* ou d'une station *de table* en usage contre un appareil d'un système non adopté par l'administration.

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Beschließt:

**Art. 1.** Alle vor dem Datum des gegenwärtigen Beschlusses über das Fernsprechwesen erlassenen Ministerialbeschlüsse sind widerrufen und durch folgende Bestimmungen ersetzt.

Installation anderer als von der Verwaltung vorgesehenen Apparate.

**Art. 2.** Jeder Telephonabonnent hat Recht auf die Einrichtung einer Wandstation von dem von der Verwaltung angenommenen System.

Der Abonnent, welcher einen andern Apparat wünscht, muß für den Unterschied zwischen dem Kaufpreis des gewünschten und demjenigen des von der Verwaltung angenommenen Apparates aufkommen.

Für die bei Gelegenheit der Installation einer Fernsprechteilnehmerstelle vorgenommene Einrichtung einer Tischstation nach dem von der Verwaltung angenommenen Muster ist eine Gebühr von 130 Franken zu zahlen.

Das Anbringen jedes von der Verwaltung für eine gewöhnliche Installation eines Fernsprechanschlusses nicht vorgesehenen Apparates unterliegt einer Gebühr im Betrag des Totals des Kaufpreises und der Installationskosten des Apparates.

Auswechslung von Apparaten.

**Art. 3.** Für die Auswechslung einer im Gebrauch stehenden Wandstation gegen eine Tischstation von dem von der Verwaltung angenommenen System wird eine Gebühr von 150 Fr. erhoben.

Die Auswechslung einer noch gebrauchsfähigen Wandstation oder einer im Gebrauch stehenden Tischstation gegen eine Station desselben Systems kostet 50 Franken.

Der Umtausch einer im Gebrauch stehenden Wand- oder Tischstation gegen einen Apparat eines von der Verwaltung nicht eingeführten

est sujet à une redevance et aux conditions à fixer dans chaque cas par l'administration.

Renouvellement de la pile.

Le renouvellement de la pile est sujet à une redevance de 10 fr.

Déplacement des appareils.

**Art. 4.** Les frais de déplacement des appareils, à supporter par l'abonné, sont fixés comme suit:

1° pour le déplacement d'une station principale ou supplémentaire

a) dans la même chambre, 10 fr.;

b) dans le même immeuble, 25 fr.;

c) dans un autre immeuble du même réseau, 50 fr.;

d) dans un immeuble, situé dans un autre réseau, 85 fr.;

2° pour le déplacement d'une sonnerie supplémentaire, 10 fr.

Si le déplacement donne lieu à la construction d'une nouvelle ligne, ou si d'autres installations sont reliées à la station déplacée, il est perçu une surtaxe calculée en raison des frais supplémentaires occasionnés.

Si, au contraire, en cas de déménagement d'un abonné un appareil téléphonique se trouve déjà dans la nouvelle demeure de l'abonné et que l'ancien appareil de ce dernier peut être repris par un autre abonné, le montant à payer est fixé par l'administration.

Les stations gratuites sont déplacées aux frais de l'État.

Frais de remise à domicile.

**Art. 5.** Les frais d'express à percevoir pour la remise à domicile d'un avis téléphonique sont fixés comme suit:

a) pour les courses à faire dans le rayon de la localité où se trouve la cabine publique, 30 centimes;

b) pour les courses à faire en dehors de ce rayon:

Systems unterliegt den in jedem einzelnen Fall von der Verwaltung zu bestimmenden Gebühren und Bedingungen.

Erneuerung des Trockenelementes.

Die Gebühr für Erneuerung des Elementes ist auf 10 Franken festgesetzt.

Verlegung der Apparate.

**Art. 4.** Die vom Abonnenten zu tragenden Kosten für Verlegung der Apparate sind festgesetzt wie folgt:

1. für die Verlegung eines Haupt- oder Nebenschlusses:

a) in demselben Raum Fr. 10;

b) innerhalb desselben Grundstückes, Fr. 25;

c) nach einem andern Grundstück desselben Netzes, Fr. 50;

d) nach einem Grundstück eines andern Netzes, Fr. 85;

2. Für die Verlegung eines Nebentweckers, Fr. 10.

Wird, durch die Verlegung, die Anlage einer neuen Leitung benötigt oder werden an die verlegte Station andere Einrichtungen angeschlossen, so wird eine nach den hierdurch verursachten Unkosten zu berechnende Zuschlaggebühr erhoben.

Wenn, im entgegen gesetzten Fall, bei Wohnungsveränderung eines Abonnenten sich in dessen neuen Wohnung bereits ein Telephonapparat befindet und sein früherer Apparat von einem andern Abonnenten übernommen werden kann, so wird der zu entrichtende Betrag durch die Verwaltung festgesetzt.

Bestellkosten.

**Art. 5.** Die für die Bestellung eines Gesprächsantrags zu erhebenden Gebotengebühren sind festgesetzt wie folgt:

a) für die Gänge, welche im Bezirk der Ortschaft zu machen sind, wo sich die Fernsprechstelle befindet, 30 Ct.;

b) Für die über diesen Bezirk hinaus zu machenden Gänge:

1<sup>o</sup> 1 fr. jusqu'à 1500 mètres de distance;

2<sup>o</sup> 1,50 fr. pour une distance de plus de 1500 à 3000 mètres;

3<sup>o</sup> 2 fr. pour une distance de plus de 3000 à 5000 mètres;

4<sup>o</sup> 40 centimes pour chaque kilomètre ou fraction d'un kilomètre au delà de 5 klm.

Les taxes sub b) sont doublées pour les envois à remettre après 5½ heures du soir, du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars, et après 8½ heures du soir du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre. Les taxes de jour et les taxes de nuit prévues ci-avant pour les courses à faire au-delà du siège de la cabine publique sont augmentées de 50 % si les transports rencontrent des difficultés exceptionnelles, c'est-à-dire si par suite de neige, de verglas, de dégel, de fortes pluies, etc., les chemins sont devenus extraordinairement difficiles à parcourir.

Frais d'express portés en compte des préposés des cabines publiques.

**Art. 6.** Les préposés des cabines publiques qui n'ont pas à leur disposition une personne salariée par l'État pour la remise à domicile des télégrammes sont autorisés à porter en compte les frais d'express prévus à l'article précédent, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'une communication téléphonique de service à faire dans une cabine communale dans l'intérêt de la commune.

Franchise de taxe dans les cabines publiques.

**Art. 7.** Dans les relations avec les cabines publiques les communications téléphoniques indiquées ci-après sont admises en franchise de taxe:

1<sup>o</sup> Les communications téléphoniques administratives échangées entre les administrations des communes qui sont reliées au réseau téléphonique et les autorités ci-après désignées:

1. 1,00 Fr. bis zu einer Entfernung von 1500 Meter;

2. 1,50 Fr. für eine Entfernung über 1500 bis 3000 Meter;

3. 2,00 Fr. für eine Entfernung über 3000 bis 5000 Meter;

4. 40 Centimen für jedes Kilometer oder Teil eines Kilometers über 5 Kilometer hinaus.

Diese Taxen unter h werden verdoppelt für die Sendungen, welche nach 5½ Uhr abends vom 1. November bis zum 31. März und nach 8½ Uhr abends, vom 1. April bis zum 31. Oktober zu bestellen sind. Die vorhin für die außerhalb des Bezirks der Fernsprechstelle zu machenden Bestellgänge vorgesehenen Tages- und Nachtgebühren werden um 50 % erhöht, wenn die Bestellung auf außergewöhnliche Schwierigkeiten stößt, z. B. wenn infolge von Schnee, Glätte, Auftauen, starkem Regen usw. die Wege äußerst schwer zu begehen sind.

Von den Vorstehern der öffentlichen Fernsprechstellen in Rechnung zu stellende Eilbotenengebühren.

**Art. 6.** Diejenigen Vorsteher von öffentlichen Fernsprechstellen, welche für das Bestellen von Telegrammen keine vom Staat bezahlte Person zu ihrer Verfügung haben, sind ermächtigt, die durch vorhergehenden Artikel vorgesehenen Eilbotenengebühren in Rechnung zu stellen, sofern es sich nicht um eine im Interesse der Gemeinde zu machende telefonische Mitteilung handelt.

Gebührenfreiheit bei den öffentlichen Fernsprechstellen.

**Art. 7.** Im Verkehr mit den öffentlichen Fernsprechstellen sind nachstehende Verbindungen gebührenfrei:

1. Die amtlichen telephonischen Mitteilungen, welche ausgetauscht werden zwischen den an das Telephonnetz angeschlossenen Gemeindeverwaltungen und:

les procureurs d'Etat;  
les commissaires de district;  
les commandants d'arrondissement;  
les commandants des stations de gendarmerie;  
  
les commissaires de police;  
la direction de la maison de santé à Ettelbruck;  
le directeur du laboratoire bactériologique;

l'ingénieur agricole;  
l'architecte de district à Diekirch;  
les conducteurs des travaux publics;  
les Bourses du travail;  
les médecins des pauvres ainsi que les vétérinaires du Gouvernement, qui sont reliés au réseau téléphonique;  
le géomètre en chef du cadastre;  
les ingénieurs d'arrondissement;  
l'inspecteur principal des écoles;  
le directeur et les inspecteurs des postes ainsi que l'inspecteur et le réviseur des télégraphes;

2<sup>o</sup> Les communications téléphoniques administratives échangées dans les communes qui sont reliées au réseau téléphonique de l'Etat, entre le bourgmestre, les échevins, les membres du conseil et les agents de la même commune.

Toutefois les frais d'express qui peuvent résulter de ces communications sont à charge de la commune.

Liste des fonctionnaires et agents qui sont autorisés à téléphoner en franchise de taxe dans les cabines publiques, moyennant des cartes de légitimation:

le directeur, les inspecteurs et les gardes-généraux de l'administration des eaux et forêts (pour toutes les communications de service);  
les gardes mines (pour toutes les communications de service);  
l'inspecteur, les contrôleurs et les commis de l'administration des contributions (pour les

den Staatsanwälten;  
den Distriktskommissaren;  
den Bezirkskommandanten;  
den Kommandanten der Gendarmerie-Stationen;  
den Polizeikommissaren;  
der Direktion der Heilanstalt in Ettelbrück;

dem Direktor des bakteriologischen Staats-Laboratoriums;  
dem Ackerbau-Ingenieur;  
dem Distrikts-Architekt zu Diekirch;  
den Kondukteuren der öffentlichen Bauten;  
den Arbeitsbörsen;  
den Armenärzten, sowie den Staatstierärzten, welche an das Telephonnetz angeschlossen sind;

dem Obergeometer des Katasters;  
den Bezirksingenieuren;  
dem Oberschulinspektor;  
dem Direktor und den Inspektoren der Post- und Telegraphenverwaltung sowie dem Telegrapheninspektor und dem Telegraphenrevisor.

2. Die zwischen dem Bürgermeister, den Schöffen, den Gemeinderäten und den Gemeindebeamten einer an das Telephonnetz angeschlossenen Gemeinde ausgetauschten amtlichen Mitteilungen.

Die durch diese Verbindungen etwa entstehenden Botengebühren sind jedoch zu Lasten der Gemeinde.

Liste der Beamten und Agenten, welche ermächtigt sind, gebührenfrei in den öffentlichen Fernsprechstellen mittels Legitimationskarte zu telefonieren:

der Direktor, die Inspektoren und die Oberförster der Verwaltung der Gewässer und Forsten (für alle dienstlichen Angelegenheiten);  
die Minenaufseher (für alle dienstlichen Angelegenheiten);  
der Inspektor, die Kontrolleure und die Kommiss der Steuerverwaltung (für die dienstlichen

communications avec la direction, l'inspecteur et les contrôleurs de l'administration);

les piqueurs de meutes de l'Etat (pour les communications échangées en vue de la destruction des sangliers);

les postes de désinfection avec le laboratoire bactériologique;

les fonctionnaires et agents du service agricole (pour les communications avec l'ingénieur agricole à Luxembourg);

les membres de la brigade du contrôle mobile (pour le service du ravitaillement).

Liste des personnes autorisées à téléphoner en franchise de taxe dans les cabines publiques sans carte de légitimation:

les députés (pour les affaires de la Chambre);

les médecins et les sages-femmes, d'une part, les médecins de canton, le Collège médical et le Directeur général du service afférent, d'autre part (pour les communications relatives à des cas de maladie épidémique);

les fonctionnaires et les agents techniques de l'administration des postes et des télégraphes;

les cantonniers avec leur chef ou avec les bureaux de poste, pour les communications concernant les réparations des lignes télégraphiques et téléphoniques;

les assurés contre les accidents et leurs patrons, d'une part, et

le comité-directeur de l'association;

les fonctionnaires et délégués de l'association;

les fonctionnaires de l'administration des travaux publics;

les fonctionnaires de l'administration des mines;

les fonctionnaires de l'administration des chemins de fer;

les inspecteurs du travail;

la gendarmerie;

les commissaires de police, d'autre part (pour correspondre en cas d'accident).

Mitteilungen mit der Direktion, dem Inspektor und den Kontrolleuren der Verwaltung);

die Aufseher der Staatsmeuten (für alle auf die Vertilgung der Wildschweine bezüglichen Mitteilungen);

die Desinfektionsstellen mit dem bakteriologischen Staats-Laboratorium;

die Beamten und Agenten der Ackerbauverwaltung (für die dienstlichen Mitteilungen mit dem Ackerbau-Ingenieur in Luxemburg);

die Mitglieder der mobilen Kontrollbrigade (für den Lebensmitteldienst).

Liste der Personen, welche ermächtigt sind, gebührenfrei in den öffentlichen Sprechstellen ohne Legitimationskarte zu telephonieren:

die Deputierten (in Angelegenheiten der Abgeordneten-Kammer);

die Ärzte und die Hebammen, einerseits, und die Kantonalärzte, das Medizinal-Kollegium und der Generaldirektor des betreffenden Dienstes, andererseits (für die Mitteilungen bezüglich ansteckender Krankheitsfälle);

die höheren und die technischen Beamten der Post- und Telegraphenverwaltung;

die Wegewärter mit ihren Vorgesetzten oder mit den Postämtern, für Verbindungen, welche den Unterhalt der Telegraphen- und Fernspregleitungen betreffen;

die gegen Unfall versicherten Personen und die Arbeitgeber, einerseits, und

der Vorstand der Genossenschaft;

die Beamten und Vertreter der Genossenschaft;

die Beamten der Bauverwaltung;

die Beamten der Minenverwaltung;

die Beamten der Eisenbahnverwaltung;

die Fabrikinspektoren;

die Gendarmerie und

die Polizeikommissare, andererseits (für auf Unfälle sich beziehende Mitteilungen).

Communications de service. — Conditions  
d'admission.

**Art. 8.** Toute personne qui demande une communication de service dans une cabine publique ou à destination d'une cabine publique est tenue d'indiquer son nom et sa qualité au moment de la demande de correspondance.

L'affranchissement de la taxe ne peut être revendiqué que pour les communications émanant d'une personne ou d'un poste d'abonné autorisés et qui sont échangées dans l'intérêt d'un service public;

Des abus constatés seront portés à la connaissance du Gouvernement.

Emploi des stations gratuites pour la transmission de communications privées.

**Art. 9.** Les fonctionnaires publics sont redevables envers l'administration des postes et des télégraphes des taxes dues du chef de l'emploi de leurs stations gratuites pour la transmission de communications privées; ils prendront des mesures pour la perception des taxes au moment de l'établissement des communications.

Occupations inutiles et encombrantes de lignes. —  
Responsabilité.

**Art. 10.** Tout demandeur d'une communication qui, par l'inobservation de l'instruction sur l'usage du téléphone, est cause qu'une ligne a été occupée inutilement, doit acquitter la taxe due pour toute la durée de cette occupation.

Demandes de renseignements aux bureaux  
téléphoniques.

**Art. 11.** L'administration perçoit la taxe réglementaire pour chaque demande de renseignement téléphonique qui est adressée aux bureaux des téléphones et qui ne se rapporte pas au service des téléphones, p. ex. demande de renseignement sur le résultat des élections, au sujet d'un incendie ou d'autres incidents, communication de l'heure etc.

Bedingungen für die Zulassung der Dienstverbindungen.

**Art. 8.** Jede Person, welche eine Dienstverbindung in oder nach einer öffentlichen Fernsprechstelle verlangt, muß bei der Anfrage seinen Namen und seine Eigenschaft angeben.

Die Gebührenfreiheit kann nur für Mitteilungen verlangt werden, welche von einer hierzu ermächtigten Person oder Teilnehmerstelle ausgehen und im Interesse eines öffentlichen Dienstes ausgetauscht werden.

Festgestellte Mißbräuche sind zur Kenntnis der Regierung zu bringen.

Gebrauch der Dienstapparate zu Privatmittellungen.

**Art. 9.** Die Beamten, deren Dienstapparate zur Beförderung von Privatmittellungen benutzt werden, schulden der Post- und Telegraphenverwaltung die hierdurch entstehenden Gebühren; sie werden somit die notwendigen Maßnahmen treffen, damit ihnen g. F. die Gebühren bei der Herstellung der Verbindungen eingehängt werden.

Verantwortung für verkehrstörende Befehle von Leitungen.

**Art. 10.** Wer bei Gelegenheit einer Verbindung durch Nichtbeachtung der über den Gebrauch des Telefons erlassenen Vorschriften schuld daran ist, daß eine Leitung unnötigerweise besetzt bleibt, muß eine der ganzen Dauer dieser Befetzung entsprechende Gebühr zahlen.

Auskunftsanfragen bei den Telephonämtern.

**Art. 11.** Die Verwaltung erhebt die reglementarische Gebühr für jede Auskunftsanfrage, welche an die Telephonämter gerichtet wird und sich nicht auf den Telephondienst bezieht, z. B. Auskunft über das Resultat der Wahlen, über eine Feuersbrunst oder andere Vorfälle, Zeitangabe usw.

Emploi des appareils téléphoniques des abonnés pour la transmission de télégrammes pour une personne non abonnée.

**Art. 12.** Si une personne non abonnée au téléphone s'est entendue avec un abonné pour recevoir ses télégrammes par l'intermédiaire de ce dernier et si cette entente a été portée par écrit à la connaissance du bureau des télégraphes d'arrivée, celui-ci transmet téléphoniquement ces télégrammes au dit abonné. L'administration décline toute responsabilité en ce qui concerne le mode de remise et le secret télégraphique. La taxe de transmission téléphonique est portée au débit de l'abonné.

Inscriptions accessoires au livret à l'usage des abonnés.

**Art. 13.** 1° Lorsqu'un abonné désire figurer dans le livret sous deux ou plusieurs dénominations ou faire ajouter à son nom des indications accessoires, il doit payer pour chaque inscription supplémentaire et pour chaque indication accessoire un droit annuel de 5 fr.

2° La même taxe est due pour l'inscription de toute station supplémentaire établie dans les bâtiments ou dépendances où se trouve la station principale.

3° Chaque indication accessoire ne doit pas excéder deux lignes.

4° Par indications accessoires il faut entendre:

a) les indications d'un abonné touchant ses heures de consultation ou de bureau, les changements de domicile etc.;

b) les insertions telles que « En cas d'absence demander N° ..... » ou « En dehors des heures de bureau, appeler N° ..... ».

Lorsque la station qui doit être appelée, appartient au même abonné, l'indication accessoire sub b est gratuite à la condition qu'avec l'adresse elle n'occupe pas plus de deux lignes d'impression.

5° Les indications accessoires ayant le caractère de réclames ne sont pas admises.

Gebrauch der Telephonapparate der Abonnenten zur Beförderung von Telegrammen an Nichtabonnenten.

**Art. 12.** Hat ein Nichtabonnent sich mit einem Abonnenten verständigt, um seine Telegramme durch Vermittlung des letzteren zu erhalten und ist diese Übereinkunft dem Bestimmungs-Telegraphenamt schriftlich mitgeteilt worden, so übermittelst letzteres dem Abonnenten die Telegramme telephonisch; die Verwaltung übernimmt in solchen Fällen keine Verantwortung für die Bestellung und das Telegrammgeheimnis. Die Gebühr der telephonischen Übermittlung wird dem Abonnenten in Rechnung gebracht.

Nebeneintragen im Handbuch zum Gebrauch der Teilnehmer.

**Art. 13.** 1. Wünscht ein Teilnehmer unter zwei oder mehreren Bezeichnungen im Handbuch eingetragen zu werden oder seinem Namen weitere Angaben beizufügen, so hat er für jede weitere Eintragung und für jede Nebenangabe eine jährliche Gebühr von 5 Franken zu entrichten;

2. Dieselbe Gebühr ist geschuldet für die Eintragung eines jeden Nebenschlusses, welcher sich auf demselben Grundstück wie der Hauptapparat befindet.

3. Nebenangaben dürfen nicht mehr als zwei Zeilen einnehmen.

4. Unter Nebenangaben sind zu verstehen:

a) Angaben über Konsultations- und Bureauzeiten, Wohnungsveränderung usw. des Abonnenten;

b) Angaben wie: „Im Falle der Abwesenheit, Hr. ... anfragen“ oder „Außerhalb der Bureauzeiten, Hr. ... anrufen“. Wenn die so zurufende Stelle demselben Abonnenten gehört, so erfolgt die Eintragung der Nebenangabe (unter b) gratis, wofern sie mit der Adresse nicht mehr als zwei Druckzeilen einnimmt.

5. Nebenangaben, welche den Charakter von Reklamen haben, sind unzulässig.

Publication du livret à l'usage des abonnés.

**Art. 14.** L'administration n'assume aucune responsabilité du fait que le livret à l'usage des abonnés n'a pas paru dans un temps donné après l'adhésion d'un abonné, ni de l'omission d'un abonné, ni des erreurs ou inexactitudes d'inscription.

**Art. 15.** Le présent arrêté, qui sera publié au *Mémorial*, entrera en vigueur à la même date que l'arrêté grand-ducal du 10 janvier 1920, concernant le service téléphonique.

Luxembourg, le 10 janvier 1920.

Le Directeur général des finances,  
A. NEYENS.

Arrêté grand-ducal du 6 janvier 1920, complétant l'arrêté grand-ducal du 24 octobre 1919, concernant la bonification à accorder par l'Etat sur le prix de vente en détail du pain.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Revu l'arrêté grand-ducal du 24 octobre 1919, concernant la bonification à accorder par l'Etat sur le prix de vente en détail du pain;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Veröffentlichung des Handbuchs zum Gebrauch der Teilnehmer.

**Art. 14.** Die Verwaltung übernimmt keine Verantwortung für den Fall, wo das Handbuch zum Gebrauch der Teilnehmer nicht in einer gewünschten Frist nach dem Beitritt eines Abonnenten erscheinen konnte, oder für das Auslassen eines Abonnenten oder für sonstige Irrtümer und Ungenauigkeiten in den Eintragungen.

**Art. 15.** Gegenwärtiger Beschluß wird ins „Mémorial“ eingerückt; er tritt am selben Tage in Kraft wie der den Fernsprechkdienst betreffende Großh. Beschluß vom 10. Januar 1920.

Luxemburg, den 10. Januar 1920.

Der General-Direktor der Finanzen  
H. M e n z.

Großh. Beschluß vom 6. Januar 1920, wodurch der Großh. Beschluß vom 24. Oktober 1919, betreffend die vom Staate auf dem Detailverkaufspreis des Brotes zu bewilligende Rückvergütung, ergänzt wird.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 24. Oktober 1919, betreffend die vom Staate auf dem Detailverkaufspreis des Brotes zu bewilligende Rückvergütung;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt werden, zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors des Ackerbaus, der Industrie und des Handels, und nach Beratung der Regierung im Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'arrêté grand-ducal précité du 24 octobre 1919 est complété en ce sens que la bonification y prévue sera également accordée aux personnes achetant, au lieu de pain, de la farine fournie par l'Etat, pour procéder elles-mêmes à la cuisson de leur pain, pourvu qu'elles remplissent les conditions spécifiées au dit arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 6 janvier 1920.

CHARLOTTE.

*Le Directeur général de l'agriculture,  
de l'industrie et du commerce,  
A. COLLART.*

**Arrêté du 5 janvier 1920, concernant la fixation des cautionnements des receveurs des hospices et des bureaux de bienfaisance.**

LE MINISTRE D'ÉTAT,  
PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT;

Vu l'art. 12 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1919 sur les cautionnements des comptables communaux, aux termes duquel les dispositions de cette loi sont également applicables aux receveurs des hospices et des bureaux de bienfaisance, sauf que ces derniers ne sont obligés de fournir un cautionnement que lorsque la moyenne des recettes de ces établissements excède cinq mille francs;

Vu l'art. 1<sup>er</sup> de la même loi, qui dispose que les recettes à considérer comme « ordinaires » sont fixées par arrêté ministériel;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'arrêté du 15 décembre 1919, publié au *Mémorial* de 1919, n° 82, page 1378, et déterminant les recettes qui sont à considérer comme recettes ordinaires pour la fixation des

Gaben beschlossen und beschließen:

**Art. 1.** Der vorerwähnte Großh. Beschluß vom 24. Oktober 1919, ist in dem Sinne ergänzt, daß die darin vorgesehene Milchvergütung ebenfalls den Personen bewilligt wird, welche anstatt des Brotes, von dem Staate geliefertes Mehl kaufen, um selbst ihr Brot zu backen, vorausgesetzt, daß sie die in dem betreffenden Beschluß näherbezeichneten Bedingungen erfüllen.

**Art. 2.** Gegenwärtiger Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 6. Januar 1920.

Charlotte.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,  
der Industrie und des Handels,  
A. Collart.*

**Beschluß vom 5. Januar 1920, betreffend die Berechnung der Bürgschaften der Einnahmer der Hospizien und der Wohltätigkeitsbureaus.**

Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung;

Nach Einsicht des Art. 12 des Gesetzes vom 1. August 1919, über die Bürgschaften der Gemeindeeinnahmer, laut dem die Bestimmungen dieses Gesetzes ebenfalls auf die Einnahmer der Hospizien und Wohltätigkeitsbureaus Anwendung finden und letztere nur in dem Falle verpflichtet sind, eine Bürgschaft zu leisten, wo die Durchschnittssumme der Einnahmen dieser Anstalten den Betrag von 5000 Franken übersteigt;

Nach Einsicht des Art. 1 desselben Gesetzes, gemäß dem die als gewöhnlich geltenden Einnahmen durch Ministerialbeschluß festgesetzt werden;

Beschließt:

**Art. 1.** Der im „Memorial“ von 1919, Nr. 82, Seite 1378, veröffentlichte Beschluß vom 15. Dezember 1919, der die als gewöhnlich geltenden Einnahmen für die Festsetzung der Gehälter der

**Art. 1.** Die untergeordneten Arbeiten bei der Direktion sowie den Bureaus der Enregistrements- und Domänen-Verwaltung können Kanzleischreibern übertragen werden; diese Arbeiten werden durch Dienstordnung bestimmt.

Le nombre de ces agents sera fixé d'après les besoins du service et dans les limites du crédit afférent du budget.

**Art. 2.** Nul ne peut être nommé à l'emploi d'expéditionnaire, s'il n'a fait preuve des qualités, aptitudes et connaissances requises au cours d'un stage, d'abord, et par un examen, ensuite.

**Art. 3.** Tout aspirant à l'emploi d'expéditionnaire aura à produire, à l'appui de sa demande:

- 1° un extrait de son acte de naissance;
- 2° un certificat de bonne vie et mœurs délivré par le bourgmestre de son domicile réel;
- 3° un extrait du casier judiciaire;
- 4° une copie des diplômes et certificats d'études ou autres qu'il juge utile de faire valoir;
- 5° un certificat du médecin-inspecteur du canton que l'aspirant est d'une constitution saine et robuste habitant à un travail régulier et soutenu, et qu'en outre il n'est pas atteint d'une infirmité ni affection ou prédisposition qui puisse être ou devenir une cause de répulsion ou de contamination.

**Art. 4.** Pour être admis au stage, l'aspirant doit être âgé de 18 ans au moins, et de 35 ans au plus, et avoir subi avec succès un examen sur les matières suivantes:

1° langues allemande et française: dictées à apprécier au double point de vue de l'écriture courante et de l'orthographe; traduction d'un texte allemand en français et d'un texte français en allemand;

2° arithmétique: les quatre opérations fondamentales, fractions ordinaires et décimales, système métrique et calcul d'intérêts.

Die Zahl der Kanzleischreiber wird nach Maßgabe der jeweiligen Bedürfnisse und der zur Verfügung stehenden Etatsmittel festgesetzt.

**Art. 2.** Zum Kanzleischreiber kann nur derjenige ernannt werden, der während einer Probezeit und in einer darauffolgenden Prüfung den Nachweis der dazu erforderlichen Eigenschaften, Fähigkeiten und Kenntnisse erbracht hat.

**Art. 3.** Jeder Bewerber auf eine Kanzleischreiberstelle muß seine in Gefuch folgende Belege beifügen:

1. einen Auszug seiner Geburtsurkunde;
2. ein vom Bürgermeister seines wirklichen Wohnsitzes ausgehändigtes Führungs- und Sittenzeugnis;
3. einen Auszug aus dem Strafregister;
4. eine Abschrift der Diplome und Studienzeugnisse, sowie anderweitiger ihm dienlich erscheinenden Belegstücke;
5. ein Testat des Sanitätsinspectors des betreffenden Kantons, aus welchem hervorgeht, daß der Aspirant von einer starken, zu regelmäßiger, anhaltender Arbeit befähigenden Constitution ist und mit keinem körperlichen Gebrechen, behaftet und frei von jedem abstoßenden oder ansteckenden Übel oder der Veranlagung zu einem solchen ist.

**Art. 4.** Um zum Probendienst zugelassen zu werden, muß der Aspirant wenigstens 18 und höchstens 35 Jahre alt sein, sowie mit Erfolg eine Prüfung über folgende Gegenstände bestanden haben:

1. Deutsche und französische Sprache: Diktat, das sowohl vom Standpunkt der Rechtschreibung als von dem der technischen Ausführung als Kurrentschrift zu bewerten ist; Übersetzen eines deutschen Textes ins Französische und eines französischen Textes ins Deutsche;

2. Rechnen: Die vier Grundrechnungsarten, die gewöhnlichen und Dezimalbrüche, die Elemente des metrischen Maßsystems und die Zinsrechnungen.

L'épreuve écrite pourra être complétée par des épreuves orales, si la commission le juge utile.

Peuvent être dispensés de tout ou partie des épreuves, les porteurs du certificat de l'examen de passage d'un établissement d'enseignement moyen, d'un brevet d'instituteur ou de tout autre certificat présentant les garanties nécessaires quant à la connaissance de ces branches.

**Art. 5.** La commission d'examen instituée par le Directeur général des finances est composée de trois membres effectifs et d'un membre suppléant.

Ne peuvent être membres de la commission les parents ou alliés d'un candidat jusqu'au quatrième degré inclusivement.

La commission fixe la date de l'examen; elle statue sur l'admissibilité des candidats et arrête la procédure à suivre à l'examen dans une séance préliminaire, qui devra avoir lieu au moins quinze jours d'avance.

Elle se réunit une seconde fois, la veille de l'examen, pour arrêter les sujets des différentes épreuves.

Les décisions de la commission d'examen sont sans recours.

**Art. 6.** Sur les propositions du Directeur de l'enregistrement, le Directeur général des finances désigne parmi les candidats reçus celui ou ceux qui seront admis au stage.

La décision est révocable à tout moment pendant la durée du stage.

**Art. 7.** Le stage a un double objet: d'une part, il est appelé à constater que le candidat possède les dispositions naturelles et les qualités morales d'un bon employé: caractère droit et accommodant, bonne conduite, dévouement, esprit d'ordre, ponctualité et ardeur au travail; d'autre part, le stage doit permettre l'initiation aux connaissances administratives et techniques

Die schriftliche Prüfung kann nach dem Ermessen der Kommission, durch eine mündliche ergänzt werden.

Die Inhaber eines Verlegungszeugnisses von IV. auf III. eines inländischen Gymnasiums oder einer Industrie- und Handelsschule, eines Lehrbefähigungsbrevets oder jedes andern gleichwertigen Zeugnisses können ganz oder teilweise von der Prüfung entbunden werden.

**Art. 5.** Die vom General-Direktor der Finanzen eingesetzte Prüfungskommission besteht aus drei wirklichen und einem Ergänzungsmitglied.

Niemand kann Kommissionsmitglied sein, wenn er mit einem Kandidaten bis zum 4. Grad einschließlich verwandt oder verschwägert ist.

Die Kommission fest das Datum der Prüfung fest; in einer der Prüfung wenigstens 14 Tage vorausgehenden Sitzung beschließt dieselbe über die Zulassung der Kandidaten und legt den Gang des Prüfungsgeschäftes fest.

Sie tritt ein zweites Mal am Vorabend der Prüfung zusammen, um über die in den verschiedenen Fächern aufzugebenden Fragen zu beraten.

Gegen die Entscheidungen der Prüfungskommission ist eine Berufung nicht zulässig.

**Art. 6.** Unter den Kandidaten, welche die Prüfung bestanden haben, wählt der General-Direktor der Finanzen auf Vorschlag des Direktors der Enregistrierungsverwaltung diejenigen aus, welche zum Probendienst zugelassen werden.

Dieser Beschluß ist während der Probezeit stets widerprüflich.

**Art. 7.** Die Probezeit verfolgt einen doppelten Zweck: einerseits soll durch dieselbe festgestellt werden, ob der Anwärter die zu einer tüchtigen Amtsführung erforderliche Begabung und moralischen Eigenschaften besitzt, vor allem: einen graden anpassungsfähigen Charakter, gute Führung, Hingabe, Ordnungssinn, Genauigkeit, Pünktlichkeit und Eifer zur Arbeit; andererseits

requis pour se présenter à l'examen d'admission définitif.

**Art. 8.** La durée du stage est de trois ans.

**Art. 9.** Le stagiaire touchera une indemnité à fixer par le Gouvernement en conseil.

**Art. 10.** Le stage terminé, les candidats présenteront leur demande d'admission à l'examen définitif.

**Art. 11.** L'admission à cet examen a lieu par décision du Directeur général des finances, sur les propositions du directeur et sur le vu d'un certificat du préposé auquel le stagiaire a été attaché, constatant que pendant toute la durée du stage le candidat a fait preuve des qualités morales et des aptitudes techniques d'un bon employé.

**Art. 12.** L'examen définitif aura lieu devant une commission organisée conformément à l'art. 5.

**Art. 13.** L'examen se fera par écrit et portera sur les matières ci-après:

a) langues française et allemande: reproduction d'un passage tiré d'une pièce administrative dont il aura été donné lecture. L'appréciation portera sur la qualité du travail, l'orthographe et la calligraphie;

b) géographie générale du pays, surtout au point de vue des divisions administratives;

c) les lois et règlements sur l'organisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines;

d) les notions élémentaires de la législation de l'enregistrement et des domaines; la légis-

lation soll dem Anwärter Gelegenheit geboten werden, die zum erfolgreichen Bestehen der endgültigen Prüfung erforderlichen Fachkenntnisse zu erwerben.

**Art. 8.** Die Probezeit dauert drei Jahre.

**Art. 9.** Die den Stanzleischreiber-Kandidaten zu bewilligende Entschädigung wird durch Regierungsbeschluß festgesetzt.

**Art. 10.** Nach Abschluß der Probefristzeit müssen die Anwärter sich zur endgültigen Aufnahmeprüfung stellen.

**Art. 11.** Über die Zulassung zur Prüfung entscheidet der General-Direktor der Finanzen auf die Vorschläge des Direktors der Enregistrements- und Domänenverwaltung und auf Grund eines Zeugnisses des Vorstehers desjenigen Amtes bei welchem der Kandidat seine Probefristzeit abgelegt und wonach festgestellt wird, ob der Prüfling während seiner ganzen Probezeit beweis der einem brauchbaren Beamten unentbehrlichen Eigenschaften sowie der genügenden technischen Befähigung abgelegt hat.

**Art. 12.** Die endgültige Aufnahmeprüfung wird von einer gemäß Art. 5 zusammengesetzten Kommission abgehalten.

**Art. 13.** Die Prüfung ist eine schriftliche und erstreckt sich über folgende Gegenstände:

a) Französische und deutsche Sprache: Wiedergabe eines aus einem amtlichen Schriftstück vorgelesenen Abschnittes, bei deren Bewertung sowohl die Arbeit an sich als die Rechtschreibung und die Schrift in Betracht kommen;

b) allgemeine Geographie des Landes mit besonderer Berücksichtigung der administrativen Einteilung;

c) die Gesetze und Reglemente über die Organisationen der Enregistrements- und Domänenverwaltung;

d) allgemeine Kenntnisse über die Gesetzgebung der Enregistrements- und Domänenver-

lation sur le timbre; les droits de succession et les droits d'hypothèques ainsi que la manutention du bureau;

e) la comptabilité de l'État: dispositions principales de la loi du 9 janvier 1852 et règlement des finances.

L'épreuve écrite pourra être complétée par des épreuves orales si la commission le juge utile.

**Art. 14.** A la suite de l'examen, la commission prononce l'admission, le rejet ou l'ajournement des candidats.

Le candidat rejeté ne pourra se représenter à l'examen avant deux ans.

Pour le candidat ajourné la durée du stage pourra être prolongée d'une année à l'expiration de laquelle le candidat devra se représenter à l'examen.

En cas de nouvel échec, le candidat rejeté ou ajourné sera définitivement éliminé.

Les décisions de la commission sont sans recours.

**Art. 15.** En cas de succès, la commission délivrera un certificat qui le constate. Ce certificat portera le visa du Directeur général des finances.

**Art. 16.** Ce certificat ne donne pas droit à une nomination; il habilite le porteur à concourir pour des emplois vacants. Le Directeur général des finances nomme sur les propositions du directeur de l'administration de l'enregistrement et des domaines.

**Art. 17.** Sont dispensés de l'examen définitif, les candidats surnuméraires de l'administration ayant passé avec succès l'examen de surnuméraire, mais qui n'auraient pas encore obtenu la nomination comme surnuméraire.

waltung, die Gesetze über den Stempel, die Erbschafts- und Hypothekengebühren, sowie die amtliche Geschäftsführung;

e) das Staatsrechnungswesen; die wichtigsten Bestimmungen des Gesetzes vom 9. Januar 1852 nebst Finanzreglement.

Die schriftliche Prüfung kann, wenn die Kommission es für angezeigt hält, durch mündliche Prüfungen ergänzt werden.

**Art. 14.** Auf Grund des Ergebnisses der Prüfung entscheidet die Kommission über Bestehen, Nichtbestehen oder Aussetzen der Kandidaten.

Wer nicht bestanden hat, kann sich erst in zwei Jahren wieder zur Prüfung stellen.

Für den Aspiranten, welcher ausgesetzt wurde, kann die Probefristzeit um ein Jahr verlängert werden, nach dessen Ablauf er sich wieder zur Prüfung melden muß.

Prüflinge, die zum zweiten Mal nicht bestanden oder ausgesetzt wurden, sind endgültig ausgeschaltet.

Gegen die Beschlüsse der Kommission ist eine Berufung nicht zulässig.

**Art. 15.** Den Kandidaten, welche die Prüfung bestanden haben, wird ein von der Kommission ausgestelltes Zeugnis ausgehändigt, welches das Visa des General-Direktors der Finanzen tragen muß.

**Art. 16.** Das Fähigkeitsdiplom berechtigt nicht zu einer sofortigen Anstellung; der Inhaber ist auf Grund desselben befugt, sich zu vakanten Stellen zu melden; der General-Direktor der Finanzen vollzieht die Ernennungen nach Einholung der Vorschläge des Direktors der Enregistrement- und Domänenverwaltung.

**Art. 17.** Von der endgültigen Aufnahmeprüfung entbunden sind die Supernumerar-Aspiranten der Verwaltung, welche die Supernumerar-Prüfung mit Erfolg bestanden haben, ohne indes bereits eine Ernennung als Supernumerar erhalten zu haben.

Ces candidats-surnuméraires auront la préférence pour l'occupation des emplois vacants.

**Art. 18.** L'arrêté ministériel du 27 février 1917, concernant les conditions de nomination des expéditionnaires aux bureaux de la direction de l'administration de l'enregistrement et des domaines est abrogé.

**Art. 19.** *Disposition transitoire.* — Peuvent être dispensés des examens et du stage prescrits ainsi que de la limite d'âge de 35 ans, les candidats qui antérieurement à la publication du présent arrêté auront été employés depuis plus de vingt années consécutives à des travaux de bureau aux conservations des hypothèques de Luxembourg et de Diekirch.

**Art. 20.** Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 6 janvier 1920.

*Le Directeur général des finances,*  
A. NEYENS.

**Arrêté du 7 janvier 1920, concernant la police sanitaire du bétail.**

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

Attendu que la fièvre aphteuse a fait son apparition dans la localité de Bettange-s.-M. et qu'il y a urgence de prendre les mesures nécessaires pour en enrayer la propagation;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail;

Vu les art. 70 à 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'interdit est prononcé sur la localité de Bettange-s.-M.

Les dispositions des art. 70, 71, 72, 73 et 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, trouveront leur application pour cette localité.

Diese Supernumerar-Aspiranten erhalten für die Besetzung der vakanten Stellen den Vorzug.

**Art. 18.** Der Großh. Beschluß vom 27. Februar 1917, die Ernennung der Kanzleischreiber an den Bureaus der Direction der Enregistrements- und Domänenverwaltung, ist aufgehoben.

**Art. 19.** *Übergangsbestimmung.* — Von den Prüfungen nebst Probefristzeit sowie von der Altersgrenze von 35 Jahren können entbunden werden diejenigen Kandidaten, welche vor Veröffentlichung gegenwärtigen Beschlusses während mehr als 20 aufeinanderfolgenden Jahren Bureauarbeiten bei den Hypothekenämtern zu Luxemburg und zu Diekirch verrichtet haben.

**Art. 20.** Gegenwärtiger Beschluß wird ins „Mémorial“ eingerückt.

Luxembourg, den 6. Januar 1920.

*Der General-Direktor der Finanzen,*  
A. NEYENS.

**Beschluß vom 7. Januar 1920, die Viehseuchenpolizei betreffend.**

Der General-Direktor des Ackerbaus und der sozialen Fürsorge;

In Anbetracht, daß die Maul- und Klauenseuche in der Ortschaft Bettingen a. d. M. ausgebrochen und es dringend geboten ist, die nötigen Maßregeln zu treffen, um deren Verschleppung zu verhindern;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912, über die Viehseuchenpolizei;

Nach Einsicht der Art. 70 bis 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, betreffs Ausführung dieses Gesetzes;

Beschließt:

**Art. 1.** Die Sperre ist über die Ortschaft Bettingen a. d. M. verhängt.

Die Bestimmungen der Art. 70, 71, 72, 73 und 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913 finden auf diese Ortschaft Anwendung.

**Art. 2.** La zone d'observation comprendra les localités de Sprinkange, Schouweiler, Dippach et les fermes isolées de la localité de Reckange-s.-M. longeant la route de Dippach à Reckange-s.-M.

La zone d'observation est régie par les dispositions des art. 74, 75, 76 et 77 dudit arrêté.

**Art. 3.** Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913, pris en exécution de la loi du 29 juillet 1912.

**Art. 4.** Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 7 janvier 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture  
et de la prévoyance sociale,*

R. DE WAHA.

Arrêté du 9 janvier 1920, concernant la police sanitaire du bétail.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;

Attendu que la fièvre aphteuse a fait son apparition dans la localité de Kleinbettingen et qu'il y a urgence de prendre les mesures nécessaires pour en enrayer la propagation;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail;

Vu les art. 70 à 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'interdit est prononcé sur la localité de Kleinbettingen.

Les dispositions des art. 70, 71, 72, 73 et 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913 trouveront leur application pour cette localité.

**Art. 2.** Das Beobachtungsgebiet umfaßt die Ortschaften Springingen, Schouweiler und Dippach, sowie die an der Straße Dippach-Medingen a. d. M. allein gelegenen Gehöfte der Ortschaft Bettingen.

Das Beobachtungsgebiet unterliegt den Bestimmungen der Art. 74, 75, 76 und 77 desselben Beschlusses.

**Art. 3.** Zuwiderhandlungen gegen gegenwärtigen Beschluß werden mit den durch Großh. Beschluß vom 26. Juni 1913, in Ausführung des Gesetzes vom 29. Juli 1912, vorgesehenen Strafen geahndet.

**Art. 4.** Gegenwärtigen Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 7. Januar 1920.

Der General-Direktor des Ackerbaus  
und der sozialen Fürsorge,  
R. de Waha.

Beschluß vom 9. Januar 1920, die Viehseuchepolizei betreffend.

Der General-Direktor des Ackerbaus  
und der sozialen Fürsorge;

In Anbetracht, daß die Maul- und Klauenseuche in der Ortschaft Kleinbettingen ausgebrochen und es dringend geboten ist, die nötigen Maßnahmen zu treffen, um deren Verschleppung zu verhindern;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912 über die Viehseuchepolizei;

Nach Einsicht der Art. 70 bis 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, betreffs Ausführung dieses Gesetzes:

Beschließt:

**Art. 1.** Die Sperre ist über die Ortschaft Kleinbettingen verhängt.

Die Bestimmungen der Art. 70, 71, 72, 73 und 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913 finden auf diese Ortschaft Anwendung.

**Art. 2.** La zone d'observation comprendra les localités de Kahler, Gras, Steinfurt et Hagen, et sera régie par les dispositions des art. 74, 75, 76 et 77 dudit arrêté.

**Art. 3.** Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913, pris en exécution de la loi du 29 juillet 1912.

**Art. 4.** Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 9 janvier 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture  
et de la prévoyance sociale,  
R. DE WAHA.*

**Arrêté du 9 janvier 1920, concernant la police sanitaire du bétail.**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;

Revu les arrêtés des 13 et 21 novembre 1919, par lesquels des zones d'interdiction et d'observation ont été déterminées pour enrayer la propagation de la fièvre aphteuse dans les localités de Burmerange et Schwebsingen;

Attendu que, suivant rapport du vétérinaire du Gouvernement du ressort, l'épizootie est éteinte dans les dites localités et que la désinfection réglementaire a eu lieu;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail, et l'art. 85 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

**Arrête:**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les arrêtés précités des 13 et 21 novembre 1919 sont rapportés et les zones d'interdiction et d'observation sont supprimées.

**Art. 2.** Die Ortschaften Kahler, Gras, Steinfurt und Hagen bilden Beobachtungsgebiet und unterliegen den Bestimmungen der Art. 74, 75, 76 und 77 desselben Beschlusses.

**Art. 3.** Zuwiderhandlungen gegen gegenwärtigen Beschluß werden mit den durch Großh. Beschluß vom 26. Juni 1913, in Ausführung des Gesetzes vom 29. Juli 1912 vorgesehenen Strafen geahndet.

**Art. 4.** Gegenwärtiger Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 9. Januar 1920.

*Der General-Direktor des Ackerbaus  
und der sozialen Fürsorge,  
H. de Waha.*

**Beschluß vom 9. Januar 1920, die Viehseuchepolizei betreffend.**

Der General-Direktor des Ackerbaus  
und der sozialen Fürsorge;

Nach Einsicht der Beschlüsse vom 13. und 21. November 1919, betreffend Festsetzung von Sperr- und Beobachtungsgebieten, um die Verschleppung der Maul- und Klauenseuche in den Ortschaften Bürmeringen und Schwebsingen zu verhindern;

In Erwägung, daß laut Bericht des zuständigen Staatstierarztes die Seuche in benannten Ortschaften erloschen ist und die vorschriftsmäßige Desinfektion stattgefunden hat;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912, über die Viehseuchepolizei, sowie des Art. 85 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, betreffs Ausführung dieses Gesetzes;

**Beschließt:**

**Art. 1.** Erwähnte Beschlüsse vom 13. und 21. November 1919 sind außer Kraft gesetzt und die Sperr- und Beobachtungsgebiete sind aufgehoben.

**Art. 2.** Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 9 janvier 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture  
et de la prévoyance sociale.*

**R. DE WAHA.**

**Arrêté du 9 janvier 1920, concernant la police  
sanitaire du bétail.**

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;**

Revu les arrêtés des 6 et 9 décembre 1919, par lesquels des zones d'interdiction et d'observation ont été déterminées pour enrayer la propagation de la fièvre aphteuse dans les localités de Hoesdorf et Bourscheid;

Attendu que, suivant rapport du vétérinaire du Gouvernement du ressort, l'épizootie est éteinte dans lesdites localités et que la désinfection réglementaire a eu lieu;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail, et l'art. 85 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

**Arrête:**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les arrêtés précités des 6 et 9 décembre 1919 sont rapportés et les zones d'interdiction et d'observation sont supprimées.

**Art. 2.** Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 9 janvier 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture  
et de la prévoyance sociale,*

**R. DE WAHA.**

**Arrêté du 7 janvier 1920, concernant la police  
sanitaire du bétail.**

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;**

Considérant que la fièvre aphteuse a fait son apparition dans le canton de Luxembourg et

**Art. 2.** Gegenwärtiger Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 9. Januar 1920.

*Der General-Direktor des Ackerbaus  
und der sozialen Fürsorge,  
R. de Waha.*

**Beschluß vom 9. Januar 1920, die Viehseuchen-  
polizei betreffend.**

**Der General-Direktor des Ackerbaus  
und der sozialen Fürsorge;**

Nach Einsicht der Beschlüsse vom 6. und 9. Dezember 1919, betreffend Festsetzung von Sperr- und Beobachtungsgebieten, um die Verschleppung der Maul- und Klauenseuche in den Ortschaften Hoesdorf und Bourscheid zu verhindern;

In Erwägung, daß laut Bericht des zuständigen Staatstierarztes die Seuche in benannten Ortschaften erloschen ist und die vorschriftsmäßige Desinfektion stattgefunden hat;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912 über die Viehseuchenpolizei, sowie des Art. 85 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, betreffs Ausführung dieses Gesetzes;

**Beschließt:**

**Art. 1.** Erwähnte Beschlüsse vom 6. und 9. Dezember 1919 sind außer Straft gesetzt und die Sperr- und Beobachtungsgebiete sind aufgehoben.

**Art. 2.** Gegenwärtiger Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 9. Januar 1920.

*Der General-Direktor des Ackerbaus  
und der sozialen Fürsorge,  
R. de Waha.*

**Beschluß vom 7. Januar 1920, die Viehseuchen-  
polizei betreffend.**

**Der General-Direktor des Ackerbaus  
und der sozialen Fürsorge;**

In Erwägung, daß die Maul- und Klauenseuche im Canton Luxemburg aufgetreten und es

qu'il y a urgence de prendre les mesures nécessaires pour en enrayer la propagation;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail;

Vu l'art. 94, n° 10 de l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913 et l'art. 77a de l'arrêté ministériel du 14 juillet de la même année, concernant l'exécution de la susdite loi;

**Arrête:**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est défendu d'exposer en vente et de vendre des ruminants et des pores à la foire au bétail à tenir à Luxembourg, le 12 janvier courant.

**Art. 2.** Les infractions à la disposition qui précède seront punies des peines prévues par l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913, pris en exécution de la loi du 29 juillet 1912.

**Art. 3.** Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 7 janvier 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture  
et de la prévoyance sociale,*

**R. DE WAHA.**

**Avis. — Force armée.**

Par arrêté grand-ducal en date du 30 décembre 1919, M. Pierre-Edmond Miller, lieutenant de la compagnie des volontaires à Luxembourg, a été promu au grade de lieutenant en premier.

Par arrêté grand-ducal du même jour, il a été accordé à M. Gustave Wilhelmy, lieutenant en premier de la compagnie des volontaires à Luxembourg, sur sa demande, démission honorable de ses fonctions.

Luxembourg, le 6 janvier 1920.

*Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,*  
**E. REUTER.**

dringend geboten ist, Maßregeln zu treffen, um deren Verschleppung zu verhindern;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912, über die Viehseuchenpolizei;

Gesehen Art. 94, Nr. 10 des Großh. Beschlusses vom 26. Juni 1913 und Art. 77a des ministeriellen Beschlusses vom 14. Juli desselben Jahres zur Ausführung obigen Gesetzes;

**Beschließt:**

**Art. 1.** Es ist verboten, auf dem zu Luxemburg am 12. Januar et. abzuhaltenden Viehmarkte Wiederkäufer und Schweine zum Verkauf auszustellen und zu verkaufen.

**Art. 2.** Zuwiderhandlungen gegen vorstehende Bestimmung werden mit den durch Großh. Beschluß vom 26. Juni 1913, betreffs Ausführung des Gesetzes vom 29. Juli 1912 vorgesehenen Strafen bestraft.

**Art. 3.** Gegenwärtiger Beschluß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 7. Januar 1920.

*Der General-Direktor des Ackerbaus  
und der sozialen Fürsorge,*  
**R. d e W a h a.**

**Bekanntmachung. — Bewaffnete Macht.**

Durch Großh. Beschluß vom 30. Dezember 1919 ist Hr. P. Edm. Miller, Leutnant der Freiwilligen-Kompagnie, zum Oberleutnant befördert worden.

Durch Großh. Beschluß vom selben Tage ist Hrn. G. Wilhelm, Oberleutnant der Freiwilligen-Kompagnie, auf sein Ersuchen, ehrenvolle Entlassung bewilligt worden.

Luxemburg, den 6. Januar 1920.

*Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,*  
**E. Reuter.**

**Avis. — Justice.**

Par arrêté grand-ducal du 30 décembre 1919, M. M. Kohn, juge d'instruction près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé substitut du procureur général d'Etat.

Par arrêté grand-ducal du même jour, M. G.-A. Liesch, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé juge d'instruction près le même tribunal.

Luxembourg, le 6 janvier 1920.

*Le Directeur général de la justice  
et des travaux publics;*

**A. LIESCH.**

**Avis. — Justice.**

Par arrêté grand-ducal du 30 décembre 1919, MM. Jacques-Camille Brassel et J.-P.-Henri Thillen, commis aux parquets du tribunal d'arrondissement de Luxembourg resp. de Diekirch ont été promus secrétaires-adjoints aux parquets de Luxembourg, resp. de Diekirch.

Luxembourg, le 6 janvier 1920.

*Le Directeur général de la justice  
et des travaux publics;*

**A. LIESCH.**

**Avis. — Justice.**

Par arrêté grand-ducal du 30 décembre 1919, MM. J. Mergen, J. Luz, E. Wagner, commis au parquet général de la Cour supérieure de justice à Luxembourg, et MM. J.-P. Fonck, J.-P. Gonner, M. Thill, commis au parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, ont été promus secrétaires-adjoints au parquet général de la Cour supérieure de justice à Luxembourg resp. au parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Par arrêté du même jour, M. N. Klein, commis au parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été promu secrétaire-adjoint

**Bekanntmachung. — Justiz.**

Durch Großh. Beschluß vom 30. Dezember 1919, ist Hr. M. K o h n, Untersuchungsrichter beim Bezirksgericht zu Luxemburg, zum Substitut des Generalstaatsanwaltes ernannt worden.

Durch Großh. Beschluß vom selben Tage ist Hr. G. A. L i e s c h, Richter am Bezirksgericht zu Luxemburg, zum Untersuchungsrichter bei demselben Gerichte ernannt worden.

Luxemburg, den 6. Januar 1920.

*Der General-Direktor der Justiz  
und der öffentlichen Arbeiten,*

**A. L i e s c h.**

**Bekanntmachung. — Justiz.**

Durch Großh. Beschluß vom 31. Dezember 1919 sind die HH. J. C. B r a s s e l und J. P. H. T h i l l e n, Kommis bei den Staatsanwaltschaften der Bezirksgerichte zu Luxemburg bezw. zu Diekirch, zu Gerichtsfekretär-Adjunkten der Staatsanwaltschaften zu Luxemburg bezw. Diekirch ernannt worden.

Luxemburg, den 6. Januar 1920.

*Der General-Direktor der Justiz  
und der öffentlichen Arbeiten,*

**A. L i e s c h.**

**Bekanntmachung. — Justiz.**

Durch Großh. Beschluß vom 30. Dezember 1919, sind die HH. J. M e r g e n, J. L u z, E. W a g n e r, Kommis bei der Generalstaatsanwaltschaft zu Luxemburg, und die HH. J. P. F o n c k, J. P. G o n n e r, M. T h i l l, Kommis bei der Staatsanwaltschaft des Bezirksgerichtes zu Luxemburg, zu Gerichtsfekretär-Adjunkten bei der Generalstaatsanwaltschaft zu Luxemburg bezw. bei der Staatsanwaltschaft des Bezirksgerichtes zu Luxemburg ernannt worden.

Durch Großh. Beschluß vom selben Tag ist Hr. N. K l e i n, Kommis bei der Staatsanwaltschaft des Bezirksgerichtes zu Luxemburg, zum Ge-

au parquet général de la Cour supérieure de justice.

Luxembourg, le 6 janvier 1920.

*Le Directeur général de la justice  
et des travaux publics,*  
A. LIESCH.

**Avis. — Justice.**

Par arrêté grand-ducal du 29 décembre 1919, il a été accordé à M. Antoine *Gillen*, greffier de la Cour supérieure de justice de Luxembourg, sur sa demande, démission honorable de ses fonctions avec faculté de faire valoir ses droits à la pension. — M. *Gillen* jouira du titre de greffier honoraire de la Cour supérieure de justice.

Luxembourg, le 6 janvier 1920.

*Le Directeur général de la justice  
et des travaux publics,*  
A. LIESCH.

**Avis. — Assurances.**

En exécution de l'art. 15 de la loi du 16 mai 1891, concernant la surveillance des opérations d'assurance, l'autorisation accordée à la compagnie d'assurances *Internationale Assekuranz-Gesellschaft m. b. H.* à Berlin par arrêté grand-ducal du 7 février 1913 de faire des opérations d'assurance contre les dégâts matériels des automobiles dans le Grand-Duché, a été retirée par décision du Gouvernement en conseil en date du 31 décembre 1919.

Conformément à l'art. 16 de la loi précitée du 16 mai 1891, les assurés sont en droit de résilier leurs contrats d'assurance par une simple notification signifiée au représentant général de l'assureur dans le pays, et aux frais de ce dernier.

Luxembourg, le 8 janvier 1920.

*Le Directeur général des finances.*  
A. NEYENS.

richtssekretär-Adjunkten bei der Generalstaatsanwaltschaft ernannt worden.

Luxemburg, den 6. Januar 1920.

Der General-Direktor der Justiz  
und der öffentlichen Arbeiten,  
H. Liesch.

**Bekanntmachung. — Justiz.**

Durch Großh. Beschluß vom 29. Dezember 1919 ist Hrn. A. *Gillen*, Gerichtsschreiber beim Obergerichtshof in Luxemburg, auf sein Ansuchen, ehrenvolle Entlassung aus seinem Amte mit Recht auf Ruhegehalt bewilligt worden.

Der Titel eines Ehrengerichtsschreibers beim Obergerichtshof ist ihm verliehen worden.

Luxemburg, den 6. Januar 1920.

Der General-Direktor der Justiz  
und der öffentlichen Arbeiten,  
H. Liesch.

**Bekanntmachung. — Versicherungsweisen.**

In Gemäßheit von Art. 15 des Gesetzes vom 16. Mai 1891, betreffend Überwachung des Versicherungsgeschäftes, ist die der „Internationalen Assekuranz-Gesellschaft m. b. H.“ zu Berlin durch Großh. Beschluß vom 7. Februar 1913 erteilte Ermächtigung zur Ausübung der Automobil-Versicherungs-Branche im Großherzogtum durch Beschluß der Regierung im Conseil vom 31. Dezember 1919 zurückgezogen worden.

Laut Art. 16 des vorbezeichneten Gesetzes vom 16. Mai 1891 können die Versicherten durch eine einfache, dem im Lande wohnenden Hauptvertreter des Versicherers auf dessen Kosten zuzustellende Notifikation ihre Versicherungsverträge lösen.

Luxemburg, den 8. Januar 1920.

Der General-Direktor der Finanzen,  
A. Neyens.